

PRENUMERATA
w Paryżu i na prowincji:
KWARTALNIE..... 12 fr.
PÓŁROCZNIENIE..... 24 fr.
ROCZNIENIE..... 46 fr.
NUMER ŚRODOWY... 10 c.
NUMER SOBOTNI... 75 c.

Zagranicą:
ROCZNIENIE..... 50 fr.

TELEFON :
TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE

Wychodzi we środy (po polsku)
i w soboty (po francusku i po polsku)

Paraissant chaque mercredi (en polonais)
et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS
Paris et Départements :
TROIS MOIS..... 12 fr.
SIX MOIS..... 24 fr.
UN AN..... 46 fr.
NUM. DE MERCREDI 10 c.
NUM. DE SAMEDI... 75 c.

Etranger :
UN AN..... 50 fr.

TELEPHONE :
TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

L'IMBROGLIO HAUT-SILÉSIE

La question des renforts et le partage partiel.

La France a acquiescé à la proposition anglaise d'une réunion prochaine du Conseil Suprême, mais la Grande-Bretagne ne s'est pas encore ralliée à la demande française du renforcement des troupes d'occupation en Haute-Silésie. Ces deux faits significatifs démontrent, d'une part, le désir de conciliation du gouvernement français et son souci de garantir la sécurité de la population autochtone et de défendre le prestige des nations interalliées, d'autre part le refus plus ou moins déguisé du *Foreign Office* de voir le danger qui menace la paix européenne et de procéder à un partage équitable de la province en litige.

En prétendant régler le problème haut-silézien dans un esprit favorable au *Reich*, M. Lloyd George conserve l'espoir de réduire la Pologne politique et économique à la portion congrue. En voulant sauvegarder l'autorité de l'Entente sur l'ensemble du territoire plébiscitaire, M. Aristide Briand veut, au contraire, consolider la paix continentale et imposer la stricte exécution du traité de paix à une Allemagne qui prétend n'avoir renoncé ni à Strasbourg ni à Posen.

La solution définitive est subordonnée à la question des renforts. Puisqu'elle a été posée, elle doit être tranchée rapidement. A ce point de vue, l'Angleterre ne peut pas persister dans son erreur, car les conséquences en seraient impondérables, sinon fatales. Il est donc nécessaire que les renforts soient sur place, avant que le Conseil Suprême commence ses délibérations.

Pour simplifier les choses, sir Harold Stuart et le colonel Visconti (ce dernier remplaçant provisoirement le général de Marinis qui se trouve à Rome) ont proposé de réduire l'étendue des régions actuellement occupées en Haute-Silésie. Cette suggestion anglo-italienne n'est pas nouvelle ; elle avait été formulée il y a quelques semaines. Elle consisterait à remettre immédiatement à la Pologne et à l'Allemagne les districts qui, en tout état de cause, leur reviendraient à la suite de la consultation électorale du 20 mars. La Pologne obtiendrait de suite les districts de Pless et de Rybnik ; l'Allemagne, ceux de Rosenberg, d'Oppeln, de Kreuzburg et de Leobschütz.

Cette solution provisoire présenterait l'intérêt apparent de diminuer l'espace occupé par les troupes interalliées, d'augmenter leur densité et de faciliter le maintien de l'ordre. Mais, en fait, le traité de Versailles n'a pas prévu ces dispositions ; aucune ligne des articles 88 et 89 ne fait allusion à deux partages successifs, de sorte que ce système serait juridiquement illégal. Ce mode de règlement se heurterait en outre à l'esprit même du traité qui indique d'une façon précise que le partage de la Haute-Silésie doit avoir lieu d'après le vote des communes et non d'après celui des districts. D'ailleurs, d'autres districts comme ceux de Bentzen-campagne, de Kattowitz-campagne, de Gress-Strehlitz, de Tost, de Tarnowitz, ont donné à la Pologne

la majorité absolue et il serait si inconcevable de réserver leur attribution définitive que la répartition provisoire préconisée par les représentants de l'Angleterre et de l'Italie conduirait tout droit à un conflit armé entre l'Allemagne et la Pologne.

Mais le plus grave des dangers résultant de l'absence de solution immédiate pour Gleiwitz, Zabrze, Bentzen, Kattowitz et Königshütte serait la création d'une situation abusive et artificielle que l'Allemagne ne manquerait pas de faire valoir pour récupérer ensuite la région industrielle et minière la plus prospère de la Haute-Silésie. En détachant arbitrairement de la zone métallurgique les seuls districts de Pless et de Rybnik, on arriverait en effet à ce résultat que le *Reich* revendiquerait la totalité des agglomérations urbaines sous prétexte qu'elles possèdent une majorité germanique. Il serait à craindre, dans ces conditions, que les hommes d'Etat de Londres et de Rome oublient, grâce aux stratagèmes habituels de l'Allemagne, que les agglomérations rurales environnant ces cinq villes ont un caractère polonais indubitablement marqué. L'adoption du projet Stuart-Visconti serait donc une source de conflits et présenterait une dangereuse instabilité politique et économique, dont la gravité ne doit pas échapper à la clairvoyance de la diplomatie française.

Maurice TOUSSAINT.

CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE

ARTICLE 115

Les Eglises des minorités religieuses, ainsi que les autres associations confessionnelles reconnues par la loi, se gouvernent elles-mêmes par leurs propres règlements, que l'Etat ne se refusera pas de reconnaître, en tant qu'ils ne sont pas contraires aux lois.

Les rapports de l'Etat et de ces églises et confessions seront établis par voie législative, après entente préalable avec leur représentation légale.

ARTICLE 116

La reconnaissance d'une nouvelle confession ou celle d'une confession qui n'aura pas encore été reconnue ne peut être refusée à des associations confessionnelles dont l'organisation, l'enseignement et la doctrine ne sont pas contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

ARTICLE 117

Les recherches scientifiques et la publication de leurs résultats sont libres. Tout citoyen a le droit d'enseigner, de fonder une école ou un établissement d'enseignement public et de les diriger dès qu'il aura satisfait aux conditions fixées par la loi, en ce qui concerne les aptitudes du corps enseignant, la sécurité des enfants qui lui sont confiés et les rapports loyaux avec l'Etat.

Toutes les écoles et tous les établissements d'enseignement, aussi bien publics que privés, sont soumis à la surveillance des autorités de l'Etat dans les limites fixées par les lois.

ARTICLE 118

Dans les limites de l'école primaire, l'enseignement élémentaire est obligatoire, pour tous les citoyens de l'Etat. La durée, l'étendue et le mode de cet enseignement seront déterminés par les lois.

ARTICLE 119

L'enseignement dans les écoles primaires du Gouvernement et des corps autonomes est gratuit.

Le Gouvernement assurera aux élèves peu fortunés qui feront preuve de capacités exceptionnelles des bourses, pour qu'ils puissent continuer leurs études dans les établissements de l'enseignement secondaire et supérieur.

(Extrait de la « Pologne ».) (A suivre.)

BULLETIN

(Express Télégraphe de l'Est.)
42, rue du Helder.

Le projet du budget pour 1921.

M. Stęczkowski a déposé sur le bureau de la Diète le projet de budget pour 1921 et a prononcé à cette occasion un grand discours dans lequel il a fait une comparaison entre les ressources et les dépenses du pays.

Le budget ordinaire prévoit 99.758 millions de recettes contre 111 milliards de dépenses, soit un déficit d'environ 12 milliards. Les recettes extraordinaires sont évaluées à 35.408 millions et les dépenses extraordinaires à 97.918 millions. Au total, les recettes s'élèvent à 135.166 millions et les dépenses à 208.962 millions, présentant un déficit total de 73 milliards.

Dans les dépenses extraordinaires, on prévoit 22.937 millions pour le ministère des travaux publics dont 11 milliards et demi pour le ministère des chemins de fer.

Les dépenses extraordinaires non productives se répartissent ainsi : 20 milliards pour le budget militaire, 19.879 millions pour le ravitaillement et 6.828 millions pour le ministère du commerce et de l'industrie. Ces dernières dépenses ne reparaitront pas l'année prochaine, étant donné la liberté donnée au commerce du blé et du charbon et l'amélioration de la situation économique, grâce à laquelle l'achat du blé et du charbon à l'étranger ne sera plus nécessaire.

Pour combler le déficit, plusieurs opérations de crédit sont prévues, notamment une avance accordée sur l'exploitation projetée des forêts de Białowieża, le crédit des banques des pays neutres, l'émission d'une nouvelle série des bons du trésor, la dernière de 5 milliards étant déjà complètement couverte, un emprunt intérieur dont l'amortissement sera fait en relation fixe avec le dollar et un emprunt forcé.

De nombreuses économies sont réalisées notamment dans l'administration de la police qui est réduite de 15 % ; l'office d'exportation des bois ; la direction du monopole de l'alcool, plusieurs bureaux de liquidation sont supprimés ; la démobilisation et la réduction de l'armée amèneront également une économie appréciable. Les postes et télégraphes donnent déjà un

11-60

excédent de recettes de 500 millions de marks, grâce à l'augmentation des tarifs, introduite dernièrement.

Pour augmenter les revenus, on a créé de nombreux impôts, mais l'amélioration des finances réside dans l'amélioration de la production, dont les progrès se manifestent. Par exemple, les terrains ensemencés cette année dépassent de 600.000 hectares ceux de 1920 et la production de la houille atteint 90 % de la production d'avant-guerre.

L'émission d'une nouvelle valeur monétaire et la création d'une banque d'émission seront possibles quand le budget sera équilibré et que les affaires politiques importantes seront réglées et aussi quand le mark polonais se stabilisera à un niveau qui rendra le change possible.

Les dettes d'Etat en Pologne sont de 20.000 mark pour chaque citoyen, tandis qu'en Allemagne elles sont de 100.000 marks environ, en France de 1.200.000 marks, en Italie de 500.000 marks, en Angleterre de 1.400.000 marks.

L'exposé du ministre des finances a été vivement applaudi par la Diète.

La conférence des États Baltes.

M. Dombiski, vice-ministre polonais, qui vient assister à la conférence des États baltes, est arrivé à Helsingfors le 23 courant. Il était attendu à la gare par les ministres finlandais Holsti, Ehrstron et Rodnik et l'accueil qu'il reçut fut très cordial. La musique joua l'hymne polonais. Les journaux consacrent de longs articles à cette conférence et expriment l'opinion qu'elle constitue une réponse à la mobilisation bolcheviste.

La question de Vilna.

Le leader socialiste de la Lithuanie de Kowno, M. Slezewicz, a déclaré dans une interview :

« Nous exigeons l'indépendance totale de la Lithuanie tout entière, et nous ne consentirons jamais à un compromis. Nous avons fait toutes les concessions possibles pour solutionner le conflit. Une union avec la Pologne dans les conditions actuelles est impossible et nous attendons la réalisation du traité de Suwalki. Nous avons décidé de ne pas envoyer de représentant à Bruxelles ; il est possible que la Ligue des Nations s'occupe de la question, mais elle doit comprendre que la présence et l'autorité de Zeligowski à Wilno sont tout à fait inacceptables. »

Les événements en Haute-Silésie. Explosion d'une poudrerie.

Une fabrique de poudre située près de Rybnik a sauté. Plusieurs bâtiments ont été détruits. Des trains venant du lieu de la catastrophe amènent de nombreux blessés, non seulement de Rybnik même, mais encore des environs. Les détails manquent encore jusqu'à présent.

L'explosion d'une poudrerie.

Voici des détails complémentaires sur l'explosion de la poudrerie qui s'est produite dans le district de Rybnik :

C'est le 28 courant, à onze heures, qu'une formidable explosion se produisit près de Knurów, ébranlant toutes les maisons de la ville et des villages environnants. La fabrique de poudre Grywałd venait de sauter. Il ne reste des bâtiments de l'usine qu'un monceau de débris. On a retrouvé jusqu'à présent dix-huit cadavres et une trentaine de blessés ont été transportés dans les hôpitaux. Parmi les morts se trouvent deux ingénieurs de l'usine. Les causes de la catastrophe ne sont pas encore connues. Il est bon, toutefois, de faire remarquer que c'est la deuxième fabrique qui, en très peu de temps, est détruite par une explosion dans le district de Rybnik qui, d'après les résultats du plébiscite, devrait être attribué à la Pologne.

Les organisations allemandes.

Tous les soldats de l'Orgesch et du Selbstschutz se sont unis dans une même organisation, le « Schutzbund », dont le siège central est à Breslau. L'action du « Schutzbund » est particulièrement active dans le district de Pless et dans les environs de Laziska, Ligota et Mokre.

Les relations polono-tchécoslovaques.

Le ministère des affaires étrangères de Tchécoslovaquie a publié un communiqué annonçant que M. Hotovec, ministre du commerce et de l'industrie, avait fait aux représentants de la presse les déclarations suivantes :

« La Pologne était le seul Etat avec lequel nous ne pouvions pas nouer de rapports, pour des raisons politiques. Grâce aux chefs d'Etat et aux ministres des affaires étrangères des deux pays, on a pu préparer un terrain pour la conclusion d'une entente amicale. Cette entente concernerait les affaires politiques et commerciales et la question des communications.

« Au cours des entretiens qu'il eut avec M. de Skirmunt, ministre des affaires étrangères et M. Steczkowski, ministre des finances polonais, M. Hotovec est arrivé à un accord et on fixa la base des négociations qui seront menées par deux commissions : l'une, commerciale, commencera ses travaux à la mi-août à Varsovie, l'autre, financière, siégera à partir de la même date à Prague. »

M. Hotovec a déclaré, en outre, que la hausse du mark polonais était absolument certaine, car la Pologne a d'énormes richesses naturelles, ainsi que tous les éléments pour un développement rapide.

Les événements de Haute-Silésie.

Les organisations allemandes.

Le « Schutzbund » et toutes les organisations qui lui sont soumises augmentent continuellement. Des détachements de stossstruppers leur sont envoyés de Bavière et de Saxe et sont dirigés sur Bytom, Gleiwitz et Kattowitz. De nombreux transports d'armes et de munitions lui sont également adressés.

Les membres du Selbstschutz et de l'Orgesch qui étaient en congé ont reçu l'ordre de rentrer immédiatement et de se tenir prêts à toute éventualité.

Les demandes polonaises.

Les réfugiés insurgés polonais victimes des violences allemandes dans les districts de l'Ouest, demandent à la commission interalliée d'attribuer à la Pologne les districts d'Oppeln, Kluczbork, Brudnik, Ratibor et Cosel, sans quoi les Polonais seraient menacés de mort. Les réfugiés demandent également à rentrer dans leur pays, la suppression de la garde allemande et son remplacement par une garde polonaise formée d'insurgés.

Les demandes allemandes.

Le comité allemand de Haute-Silésie a adressé à la Conférence des Ambassadeurs une requête à l'effet que la question de la Haute-Silésie soit réglée définitivement dans le plus court délai possible, car un règlement provisoire ne pourrait qu'empirer la situation actuelle.

La Conférence des États baltes.

A l'issue de la conférence des ministres des affaires étrangères des États baltes, le communiqué officiel suivant a été publié :

« Après avoir étudié les relations politiques entre les États baltes et leur situation générale, la conférence des ministres des affaires étrangères d'Esthonie, de Lettonie et de Finlande, ainsi que le représentant du ministre des affaires étrangères de Pologne, ont voté les motions suivantes :

« 1° Etant donné que la consolidation pacifique des nouveaux États de l'Est de l'Europe constitue la question de l'existence de tous les États représentés à la conférence et qu'elle possède aussi une grande importance pour la paix durable dans l'Est de l'Europe, les États économiques ont décidé de convoquer périodiquement des conférences des ministres des affaires étrangères des États baltes. La prochaine conférence aura lieu à Varsovie ;

« 2° La conférence exprime le vœu que les négociations entamées actuellement ou achevées soient complétées par des mesures ayant pour but l'élaboration et la conclusion dans un proche avenir de traités commerciaux et économiques et de conventions concernant les communications entre les États représentés. »

La conférence a en outre déclaré qu'aucun accord politique dirigé contre la Pologne n'avait été conclu à Riga.

Les États représentés ont pris l'engagement de ne pas participer à des accords politiques dirigés contre l'un ou l'autre de ces États. La question du différend polono-lithuanien a été absolument laissée en dehors de la politique générale balte.

Les préparatifs militaires des Allemands.

Les préparatifs militaires allemands sur la frontière de Haute-Silésie continuent d'une façon croissante. Après la conférence des sous-secrétaires d'Etat à Breslau, la presse allemande avait reçu l'ordre de traiter avec la Pologne sur un ton conciliant afin d'endormir sa vigilance.

Les organisations militaires allemandes possèdent leur siège central sur la rive gauche de l'Oder. De là, partent des racoleurs pour enrôler les jeunes gens dans l'Orgesch et les organisations similaires. Les volontaires sont envoyés à Breslau, Nyssa, Landsberg et, après une période d'instruction militaire, ils sont dirigés sur la ligne de démarcation.

Les grèves de Lodz.

La grève des ouvriers de l'industrie textile touche à sa fin, les fabricants semblant disposés à accorder certaines concessions aux ouvriers. Ces derniers cherchent à régler le différend par la voie d'un compromis.

Une grève des employés communaux.

Les employés communaux ont décidé de s'unir avec l'Association des Ouvriers Communaux du parti socialiste polonais. Les employés ont décrété pour demain une grève économique.

Décorations lettones.

Le chapitre de l'ordre letton « Latpulis » a nommé chevaliers de cet ordre le chef de l'Etat, le maréchal Pilsudski, et les généraux Rydz-Smigly et Szeptycki, en récompense des services qu'ils ont rendus à la Lettonie au cours des luttes pour son indépendance.

Les élections lettones.

Les élections du nouveau Parlement auront lieu fin octobre. Les communistes formeront probablement une fraction spéciale.

Au Congrès socialiste polonais.

Le congrès du parti socialiste polonais a voté par 161 voix contre 115 une motion présentée par la droite, relative à la tactique du parti.

La production carbonifère en Haute-Silésie.

Le centre de l'organisation des mineurs polonais dément les informations des journaux allemands d'après lesquelles la production du charbon de Haute-Silésie aurait baissé de 50 %. La production qui, au moment de l'insurrection, était tombée à 70 % de la normale, est remontée maintenant à 90 %.

Les Juifs fuient devant les pogroms.

Les journaux annoncent que de nombreux Juifs ont passé la frontière tchéco-hongroise, fuyant devant les pogroms qui ont eu lieu dans plusieurs localités de la Hongrie.

La moisson en Pologne.

Après son voyage en Posnanie, le ministre du travail a déclaré que les récoltes auraient lieu dans le plus grand calme sur tout le territoire de la République.

La famine en Russie.

La « Pravda » de Moscou annonce que des bandes errantes de paysans affamés ont interrompu les communications ferroviaires sur les lignes Rostow-Tzaritzine, Voronsje-Samara et Samara-Ufa, détruisant les locomotives et les wagons.

On mande d'autre part de Baranowice qu'une centaine de milliers de réfugiés des districts orientaux sont arrivés à Smolensk, Witebsk et Mohylew.

Le gouvernement finlandais prend des mesures pour empêcher les bandes affamées de franchir la frontière.

La question de Wilno.

L'Assemblée Nationale, de concert avec les conseils communaux et les diétines, élaborera la réponse qui sera remise à la Ligue des Nations. Cette réponse devra recevoir l'approbation du général Zeligowski.

L'école d'état-major en manœuvre.

L'École d'Etat-Major séjourne actuellement en Posnanie pour y accomplir des exercices militaires. Soixante officiers ayant terminé leur stage quitteront prochainement l'école, qui est dirigée par le colonel Faury, un des plus éminents officiers français.

Le budget à la Diète.

Le projet de budget n'a pas encore été remis à la Diète. La discussion du budget en première lecture aura un caractère purement politique. Après les trois séances de jeudi, vendredi et samedi, la Diète partira en vacances jusqu'au 15 septembre.

Le Congrès socialiste polonais.

Le congrès du parti socialiste polonais a décidé, à une grande majorité, de se retirer de la deuxième Internationale et de ne faire partie d'aucune autre existant actuellement. La question de l'adhésion à une prochaine Internationale sera tranchée par le conseil administratif du parti. Toutefois cette décision devra être ratifiée par le congrès.

La nouvelle loi électorale.

Le conseil des ministres a accepté, dans sa séance du 25 courant, les projets de loi électorale pour la Diète et le Sénat.

La propagande communiste.

Le « Pravo Lidu » annonce que, conformément aux ordres de la troisième Internationale, les communistes tchèques ont créé en Tchécoslovaquie de nombreuses organisations communistes, subventionnées par Moscou.

Retour de la mission tchèque.

M. Skala, chef de la mission tchèque de rapatriement en Russie, est rentré à Prague, le gouvernement soviétique ne lui permettant pas de communiquer avec son gouvernement.

L'Allemagne arme la Lithuanie de Kowno.

On annonce que de nombreux transports d'armes, de munitions et d'uniformes arrivent à Kowno, venant d'Allemagne.

Les événements de Haute-Silésie.

Les Allemands attaquent et pillent un village.

Des bandes allemandes, après avoir repassé l'Oder, ont ouvert le feu sur le village de Dzierzkowice, puis, après l'arrivée de deux trains bondés de strosstrupplers venant de Kendzierzyn, une attaque concentrique a été dirigée sur Dzierzkowice, qui a subi, de trois côtés à la fois, le feu intense des mitrailleuses et des lance-mines. Les Allemands ont ensuite occupé le village qu'ils ont complètement mis à sac. La population polonaise a dû fuir dans la forêt avoisinante.

Pendant toute la durée de l'attaque, les communications ferroviaires et téléphoniques ont été interrompues, ce qui prouve la collaboration des fonctionnaires allemands des chemins de fer avec les bandes armées.

L'attaque a duré sept heures. Trois Polonais ont été tués et d'autres grièvement blessés.

Les opérations de police.

Sur les ordres de la commission interalliée, des perquisitions ont été opérées dans plusieurs localités chez des Allemands soupçonnés de détenir des armes. La commission interalliée promet une récompense importante aux personnes qui dénonceront les dépôts d'armes clandestins.

ÉCHOS ARTISTIQUES

Deux sœurs, artistes polonaises très connues, M^{mes} Hedvige Zaleska, pianiste, et Sophie Iwanowska, violoniste, premier prix du Conservatoire de Varsovie, sont nos hôtes depuis quelques jours.

De passage à Paris, elles se rendent incessamment, pour la première fois, sur notre côte littorale du Pas-de-Calais, pour visiter la région.

Elles ont accepté de donner plusieurs concerts, afin de familiariser le public français avec le charme de la musique polonaise.

Il est à noter que M^{me} Zaleska séjournait en Russie sous le régime bolcheviste. Elle fut obligée de partir en empruntant la voie de l'Extrême-Orient. Elle a donné au Japon, en Chine, en Indochine, au Siam et autres pays d'alentour, plus de trois cents concerts qui furent couronnés d'un succès triomphal. C'est, en effet, pour la première fois qu'une artiste européenne s'est déplacée dans ces pays lointains et inaccessibles pour faire une tournée.

Tournée Artistique de Mlle Wicszemska sur le littoral de l'Atlantique

Nous apprenons avec plaisir le succès remporté par la délicieuse chanteuse, M^{lle} Wicszemska, de l'Opéra de Varsovie, dans les théâtres et casinos des plages de l'Atlantique. Nous l'en félicitons doublement, tout d'abord pour elle, et ensuite pour la propagande polonaise que vaut son succès parmi son nombreux auditoire.

REMERCIEMENTS

Aux nombreuses preuves de bienveillance et d'amitié sincère que nous témoignent nos alliés les Français, vient s'ajouter encore cette page où nous sommes heureux de noter les noms de MM. Elby et Didier, directeurs des Mines de Bruay.

Grâce à la richesse des matériaux que nous a rapportés notre correspondant au cours de sa tournée dans le Pas-de-Calais, nous nous empressons de relater quelques traits de leur conduite vis-à-vis de nos compatriotes.

Il serait injuste de ne pas présenter comme modèle des centres miniers la ville de Bruay, dont le directeur, M. Didier, ne craint aucun effort pour venir en aide aux ouvriers polonais et améliorer leur sort, leur faisant ainsi montre de bon cœur et de dévouement. Remplissant à merveille son rôle de directeur, sensible à toutes les prières de nos compatriotes, il s'efforce de les satisfaire dans toutes les questions relatives à leur vie intellectuelle. Encore dernièrement, M. Didier, sur la prière du délégué des Sokols de Paris, n'a pas hésité à venir généreusement en aide à la société de gymnastique « Sokol » qui est en train de se constituer à Bruay. Non content d'avoir appuyé la demande du délégué des Sokols, M. Didier a exprimé sa joie de pouvoir travailler au développement physique et intellectuel des ouvriers polonais qui n'ont pu jusqu'ici qu'apprécier sa bonté.

C'est pourquoi il est de notre devoir de lui exprimer, au nom de toute la colonie polonaise, ainsi qu'en celui du conseil de la société de gymnastique « Sokol » de Paris, nos remerciements les plus chaleureux pour sa conduite exemplaire et lui assurer que son nom sera toujours prononcé avec un certain respect par tous les Polonais qui ne pourront oublier ses bienfaits.

Nous sommes aussi infiniment heureux de pouvoir souligner que sa conduite est approuvée pleinement par M. Elby, le respectable directeur général de la Compagnie de Bruay. Rien d'étonnant, alors, que ces directeurs s'entourent d'un personnel modèle dans les personnes de leurs secrétaires et interprètes, tels que M. Alcide Facon, secrétaire, qui nourrit une vive sympathie pour nos compatriotes et jouit, par cela même, d'une haute estime parmi les ouvriers polonais. Citons encore M. Urban, interprète, réputé pour son travail si honnête et si consciencieux. Les preuves multiples de sa bonté à l'égard de nos ouvriers (tant pour l'installation locale que pour n'importe quelle affaire) lui ont valu un témoignage de profonde estime de la part de toute la colonie polonaise. Sa droiture, son habileté à faire régner l'esprit de concorde entre les deux parties, son impar-

tialité et une parfaite compréhension de sa tâche, souvent bien épineuse, le désignent aux yeux de la direction et de tous les ouvriers comme un modèle d'interprète.

La Compagnie des Mines de Bruay, grâce à ses directeurs et à ses travailleurs exemplaires, mérite les plus hauts éloges et les remerciements les plus sincères du peuple polonais dont nous ne sommes qu'un faible écho.

COURS

DES

ACTIONS PÉTROLIFÈRES DE GALICIE

BOURSE DE PARIS, 2 août 1921.

Action	Part de fondateur	
148	1.535	Silva Plana.
72	—	Boryslaw.
144	385	Société franco-polonaise de pétrole.
420	510	Ratoczyn.
438	182	Wankowa.
260	—	Potok.

BOURSE DE LILLE, 1^{er} août 1921.

Action	Part de fondateur	
220	435	Dąbrowa.
345	600	Grabownika.
—	—	Industrielle Pologne.
325	4.410	Société Galicienne des Carpathes.
150	215	Zagórz.

L'EST POLONAIS

REVUE BI-MENSUELLE, ILLUSTRÉE DES QUESTIONS POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET HISTORIQUES COMMENCE SA DEUXIÈME ANNÉE D'EXISTENCE

Traite tous les grands sujets de la politique orientale européenne.

Informe d'une façon strictement impartiale de tous les événements dans l'Est européen.

Consacre une attention toute spéciale aux questions économiques.

Donne des études historiques et ethnographiques approfondies.

Reproduit le texte de tous les documents officiels ayant trait à la politique orientale de la Pologne.

S'occupe plus spécialement des provinces orientales de l'ancienne République Polonaise.

Prix du numéro 2 francs

AGENCE POUR LA FRANCE :

Messagerie Hachette, 111, rue Réaumur, PARIS

ADRESSE DE LA RÉDACTION :

21, rue Nowy Swiat, VARSOVIE

Polonais, très bon charbon, connaissant travail de charpentier et de menuisier (certificats), cherche place stable à la campagne dans une grande propriété. — S'adresser à la *Polonia*.

Préparation aux examens. — Piano et solfège. — Diplomes français, anglais, allemand, russe Mention honorable obtenue à Paris pour l'enseignement. Mademoiselle MILDÉ, rue de l'Arc-de-Triomphe, 19.

JEUNE HOMME 26 ans, connaissant à fond le polonais, le français, le russe et l'allemand, cherche dans banque ou bureau, emploi répondant à ses capacités. Ecrire A. F. *Polonia*.

MEMENTO

Sabotowanie pokoju.

W najbliższy poniedziałek zbiera się w Paryżu Rada Najwyższa dla rozstrzygnięcia sprawy śląskiej. Wszystko przemawia za tem, żeby ta Rada wyczerpała wszystkie siły, by wreszcie kwestję górnośląską załatwić sprawiedliwie i ostatecznie, i wszystko zdaje się wróżyć, że konferencja tej Rady odbędzie się na łeb na szyję, byle tylko sprawy nie załatwić, ale zepchnąć, zsabotować.

« Niech tam sobie znów jakaś rada następna, jakaś konferencja łamie głowę! »

Bo oto podobno obok sprawy śląskiej ma wejść na porządek obrad sprawa wojny grecko-tureckiej w Małej Azji, sprawa przyłączenia do państwa z głodu Rosji, nie mówiąc już o sprawie odzkodowanej niemieckich. Więc też londyński *Times* nawołuje do rozsądku, mówiąc otwarcie pod adresem Rady Najwyższej: Nie sabotujcie sprawy śląskiej, a przez to sprawy pokoju europejskiego!

Przygotowania do poniedziałkowej konferencji nie wróżą nic dobrego. Podobno jeszcze nie wiadomo, jakie sprawy prócz górnośląskiej mają być dyskutowane. Komisja ekspertów, obradująca w Paryżu od kilku dni w największej tajemnicy, podobno daleką jest od zgodnego zapatrywania na kwestję podziału Górnej Śląska. Sprawa wyśłania posilków francuskich na G. Śląsk również daje dużo do myślenia. Wprawdzie we środę rano (zamiast w poniedziałek) ambasadorowie francuski, angielski i włoski zażądali od rządu niemieckiego przepuszczenia wojsk aljanckich na G. Śląsk, ale, jak zauważają dzienniki francuskie, od dania odpowiedzi niemieckiej trzeba będzie około dwóch tygodni by jedną dywizję przetransportować przez Niemcy.

A tymczasem Niemcy nie zaspiają gruszek w popiele i z całego arsenału wypróbowanych śro-

dków wyciągają jeden po drugim. Więc na G. Śląsku pod okiem Aljantów mordują Polaków i gromadzą wojska, ich ministrowie wygłaszają groźne przemówienia, obiecując Europie koniec świata, jeżeli okręg przemysłowy dostanie się Polsce, a równocześnie ofiarowują Włochom trzy miliardy marek w akcjach węglowych G. Śląska, niby jako odszkodowanie za niemieckie majątki, pokonfiskowane we Włoszech podczas wojny, a w rzeczywistości, by to państwo zainteresować w przemysłne górnośląskim i przeciagnąć je na swą stronę.

Zaprzeczają temu ze stron oficjalnych, ale równocześnie agencje telegraficzne donoszą, że Włochy oficjalnie zgodziły się zupełnie na angielski punkt widzenia w sprawie górnośląskiej.

Co na to wszystko nasi dyplomaci? Czy mamy dość ludzi zdolnych i energicznych, aby naszych praw świętych do Śląska bronić i obronić?

Załatwienie sprawy górnośląskiej w sposób prowizoryczny, albo oddanie okręgu przemysłowego Niemcom, to istotne zsabotowanie, zniszczenie pokoju europejskiego na długie czasy.

Rada Najwyższa wie o tem doskonale. Czy państwo, biorące udział w tej konferencji, będą miały dosyć uczciwości, aby odpowiedzieć zadaniu, jakiego wyczekuje od nich świat cały, to jest, czy będą miały odwagę, aby zmasać ciężką zbrodnię, jakiej dopuściła się konferencja Pokojowa przed dwoma laty, która przekreśliła pierwszą redakcję traktatu, oddającą G. Śląsk Polsce — pokażą najbliższe dni. Już dziś ze strony prasy francuskiej podnoszą się głosy, aby pociągnąć do odpowiedzialności autorów Traktatu Wersalskiego, właśnie za to zbrodnicze załatwienie sprawy śląskiej. Oby takie samo oskarżenie nie zaciążyło kiedyś na mającej się zebrać wkrótce Radzie Najwyższej.

K. MIR.

O Polską Naukę

Warszawska Kasa im. Mianowskiego zwraca się do społeczeństwa polskiego z następującym apelem, który polecamy pilnej uwadze naszych czytelników.

Kasa pomocy dla osób pracujących na polu naukowym im. rektora B. Szkoły Głównej, J. Mianowskiego opiekuje się od lat 40 nauką polską, pomaga uczynom w ich pracy, wspiera polskie instytucje naukowe, wydaje książki, jak to widać ze sprawozdań rocznych (wydano około 2.000.000 rubli na potrzeby nauki, wydrukowano przeszło 1000 dzieł).

Czynić to mogła dotąd dzięki ofiarom, składanym przez społeczeństwo, dzięki zapisom hojnym, zwłaszcza ś p. Zglenickiego, który oddał Kasie swe kopalnie ropy na Kaukazie.

W czasie wojny ofiary na rzecz Kasy zmalały, fundusze, posiadane przez Kasę, straciły dawną swą wartość, drożyna wzmagą się (koszt druku jednej książki, średniej wielkości, sięga setek tysięcy marek), los kopalń kaukaskich jest dziś niepewny, otrzymywanie z nich należności — niemożliwe.

A stało się to w czasie, kiedy fundusze na naukę polską są więcej niż kiedykolwiek potrzebne. Zaczęliśmy żyć wolnym życiem polskim; pełnia zaś tego życia nie jest możliwa bez rozwoju naszej twórczości naukowej. Nauka nie jest zbytkiem, nie jest też czemś, co można odłożyć na później. Każdy naród musi mieć własną naukę. Pożyczanym rozumem żyć trudno; za drogo by to nas kosztowało.

Gdzie nauka nie rozwija się, tam upada i oświata. Bez uczonych niepodobna dziś dać sobie rady w tak trudnych sprawach, jak rządzenie państwem całym, jak prowadzenie wojny, jak gospodarowanie na roli i w przemyśle, jak badanie bogactw ziemi polskiej. Bez pomocy nauki nie będziemy umieli kierować naszą polityką, utrzymywać stosunków z zagranicą, prowadzić handlu międzynarodowego, wogóle organizować życia naszego według wymagań nowoczesnych. Państwa z nami sąsiadujące ubiegłyby nas na wszystkich polach, zepchnęłyby na ostatnie miejsce w świecie, gdybyśmy nie dbali, jak one dbają, o naukę, gdyby nauka nie przyswiecała w życiu narodowym wszędzie tam, gdzie rozum rozstrzyga, jak i dokąd iść należy, jak rozwijać nasze życie, jak kraj od szkody, a może zguby zachować.

Skąpstwo dla nauki byłoby skąpstwem gospodarza, który załuje zboża na zasiew.

Rozumiejąc te pilne potrzeby, społeczeństwo prywatnym wysiłkiem swoim powołało do życia w Warszawie w r. 1881 Kasę im. Mianowskiego i zasilalo ją funduszami. Przetwała ona najgorsze czasy ucisku rosyjskiego.

Gdyby miała dostateczne środki, mogłaby dziś oddać wielkie usługi nauce naszej na obszarze całej Polski. Zmiana statutu dawnego i wejście przez « Radę Naukową » (składającą się z delegatów: Akademii Umiejętności, towarzystw naukowych i wyższych uczelni) w styczność z najważniejszymi naszymi ogniskami naukowymi — uczyniły Kasę Mianowskiego centralą dla całej Polski do wszelkich spraw, związanych z popieraniem uprawy naukowej. *Rocznik Kasy: « Nauka polska, jej potrzeby, organizacja i rozwój »* w trzech pierwszych tomach (1918—20 r.) podaje obraz najpilniejszych naszych potrzeb naukowych. Potrzeby te, coraz rosnące, w miarę wzrostu sił naszych i możliwości decydowania o sobie, wymagają środków olbrzymich. Pomoc rządowa na cele naukowe jest niewystarczająca.

Przyjść tu musi z poparciem samopomocy społeczeństwa, instytucyj samorządnych i jednostek, brak bowiem nauki rodzimej narazi na większe wydatki, niż jej uprawianie.

Po przerwie, wojną wywołanej, zaczyna się już wprawdzie budzić ofiarność na cele naukowe, zarówno jednostek, jak i instytucyj: kilkanaście np. sejmików i niektóre zarządy miast przeznaczyły w swych budżetach osobne sumy na rzecz Kasy Mianowskiego. Ofiarność ta jednak powinna wzrastać szybko, jeśli mamy podjąć zadaniem, jeśli mamy odrobić wielkie nasze zadanie na polu naukowym, jeśli mamy otoczyć opieką nasze talenty naukowe, a nieraz od zraty uchronić, — jeśli mamy sami sobie wystarczać i podjąć w walce na kulturę z sąsiadami.

Jesteśmy przekonani, że żaden z sejmików, zarządów miast, czy innych instytucyj społecznych, nie uchylili się od podatku na naukę polską i uchwali w swym budżecie, wedle możliwości, fundusz odpowiedni. Jesteśmy pewni, że żaden z obywateli myślących nie zlekceważy grożącego nam niebezpieczeństwa: upadku naszej kultury naukowej. Spełnijmy obowiązek względem uczonych naszych, którzy są mózgiem narodu, kierownikami życia w cywilnej służbie dla Ojczyzny. Podatek, złożony na ułatwienie im pracy dla dobra Polski, będzie świadectwem

zrozumienia, iż naród, który dąży do niezależności kulturalnej, do samoistnego i pomyślnego rozwiązywania zadań, stawianych mu przez życie, uznaje w organizacji własnej nauki główny środek do rozwoju swej potęgi.

Warszawa 1921.

Komitet Kasy im. J. Mianowskiego.

P. S. Dodajemy, że siedziba Kasy im. Mianowskiego mieści się w Warszawie, Nowy Świat, 72.

Konstytucja Rzeczypospolitej Polskiej

Artykuł 102.

Praca, jako główna podstawa bogactwa Rzeczypospolitej, pozostawać ma pod szczególną ochroną Państwa.

Każdy obywatel ma prawo do opieki Państwa nad jego pracą, a w razie braku pracy, choroby, nieszczęśliwego wypadku i niedołęstwa — do ubezpieczenia społecznego, które ustali osobna ustawa.

Państwo ma obowiązek udostępnienia także opieki moralnej i pociechy religijnej obywatelom, którymi się bezpośrednio opiekuje w zakładach publicznych, jak: zakłady wychowawcze, koszały, szpitale, więzienia, przytulki.

Artykuł 103.

Dzieci bez dostatecznej opieki rodzicielskiej, zaniedbane pod względem wychowawczym — mają prawo do opieki i pomocy Państwa w zakresie oznaczonym ustawą.

Odjęcie rodzicom władzy nad dzieckiem może nastąpić tylko w drodze orzeczenia sądowego.

Osobne ustawy normują opiekę macierzyństwa. Praca zarobkowa dzieci niżej lat 15-tu, praca nocna kobiet i robotników młodocianych w gałęziach przemysłu, szkodliwych dla ich zdrowia, jest zakazana.

Staż zatrudniania pracą zarobkową dzieci i młodzieży w wieku szkolnym jest zakazane.

Artykuł 104.

Każdy obywatel ma prawo swobodnego wyrażania swoich myśli i przekonań, o ile przez to nie narusza przepisów prawa.

Artykuł 105.

Poręcza się wolność prasy. Nie może być wprowadzona cenzura ani system koncesyjny na wydawanie druków. Nie może być odjęty dziennikom i drukom krajowym debet pocztowy, ani ograniczone ich rozpowszechnienie na obszarze Rzeczypospolitej.

Ustawa osobna określi odpowiedzialność za nadużycie tej wolności.

Artykuł 106.

Tajemnica listów i innej korespondencji może być naruszona tylko w wypadkach, prawem przewidzianych.

Artykuł 107.

Obywatele mają prawo wnosić pojedynczo lub zbiorowo petycje do wszelkich ciał reprezentacyjnych i władz publicznych, państwowych i samorządowych.

Artykuł 108.

Obywatele mają prawo koalicji, zgromadzania się i zawiązywania stowarzyszeń i związków. Wykonanie tych praw określały ustawy.

Artykuł 109.

Każdy obywatel ma prawo zachowania swej narodowości i pielegnowania swojej mowy i właściwości narodowych.

Osobne ustawy państwowe zabezpieczą mniejszościom w Państwie Polskiem pełny i swobodny rozwój ich właściwości narodowościowych przy pomocy autonomicznych związków mniejszości o charakterze publiczno-prawnym, w obrębie związków samorządu powszechnego.

Państwo będzie miało w stosunku do ich działalności prawo kontroli oraz uzupełnienia w razie potrzeby ich środków finansowych.

Artykuł 110.

Obywatele polscy, należący do mniejszości narodowościowych, wyznaniowych lub językowych, mają równe z innymi obywatelami prawo zakładania, nadzoru i zawiązywania swoim własnym kosztem zakładów dobroczynnych, re-



NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych skutecznie po najlepszym kursie jedynie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

FILJA W PARYŻU

Adres telegraficzny : Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9^e)

Telefon : Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Pol ki swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 100 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA : WARSZAWA, UL. TRAUĞUTTA 8

Oddziały i Agentury : Biała podlaska, Białystok, Brześć Litewski, Drohobycz, Grajewo, Lwów, Łomża, Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Siedlce, Stanisławów oraz 4 oddziały miejskie w Warszawie. Filja w Antwerpii (Belgia).

Kasy wypłat : Poznań, Kraków, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łańcut, Bielsk. Pabianice, Pułtusk, Zamość, Chełm, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kielce, Kutno, Łódź, Lublin, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radom, Radomsk, Sósnowice, Włocławek, Zawiercie, Zgierz, Sandomierz.

JEDYNY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że tylko Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie potrafił dotąd przesyłać pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doreczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 6-10 dniach. BANK opocentowuje najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich. Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować : Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9^e).

ligijnych i społecznych, szkół i innych zakładów wychowawczych, oraz używania w nich swobodnie swej mowy i wykonywania przepisów swej religji.

Artykuł 111.

Wszystkim obywatelom poręcza się wolność sumienia i wyznania. Żaden obywatel nie może być z powodu swego wyznania i przekonań religijnych ograniczony w prawach, przysługujących innym obywatelom.

Wszyscy mieszkańcy Państwa Polskiego mają prawo wolnego wyznawania zarówno publicznie jak prywatnie swej wiary i wykonywania przepisów swej religji lub obrządku, o ile to nie sprzeciwia się porządkowi publicznemu ani obyczajności publicznej.

Artykuł 112.

Wolności wyznania nie wolno używać w sposób przeciwny ustawom. Nikt nie może uchylać się od spełnienia obowiązków publicznych z powodu swoich wierzeń religijnych. Nikt nie może być zmuszony do udziału w czynnościach lub obrzędach religijnych, o ile nie podlega władzy rodzicielskiej lub opiekuńczej.

Artykuł 113.

Każdy związek religijny, uznany przez Państwo, ma prawo urządzać zbiorowe i publiczne nabożeństwa, może samodzielnie prowadzić swe sprawy wewnętrzne, może posiadać i nabywać majątek ruchomy i nieruchomy, zarządzać nim i rozporządzać, pozostaje w posiadaniu i używaniu swoich fundacji i funduszy, tudzież zakładów dla celów wyznaniowych, naukowych i dobroczynnych. Żaden związek religijny jednak nie może stawać w sprzeczności z ustawami państwa.

Artykuł 114.

Wyznanie rzymsko-katolickie, będące religią przeważającą większości narodu, zajmuje w Państwie naczelną stanowisko wśród uprawnionych wyznań.

Kościół Rzymsko-Katolicki rządzi się własnymi prawami. Stosunek Państwa do Kościoła będzie określony na podstawie układu ze Stolicą Apostolską, który podlega ratyfikacji Sejmu.

BOLSZEWICY W PUŁAPCE

Bolszewicy cofają się na całej linii. Wrócili do wolnego handlu. Bogactwa naturalne Rosji chcą usilnie, wprost natrętnie oddać do eksploatacji kapitałowi angielskiemu, amerykańskiemu, niemieckiemu, byle nie burżuazji rosyjskiej. Czem jest lepszy kapitał obcy? Chyba tylko ten, że niemilosiernej wyzyskuje. Sławne « Rady delegatów robotniczych », owe « wielkie słowo » rewolucji rosyjskiej dawno już zniszczone. Teraz mówi się tam o zniesieniu « unarodowienia » banków. Za jednego « speca » — w szwargocie bolszewickim znaczy to : fachowiec-specjalista — Lenin ofiaruje 10 « preko-

nanych komunistów », ale jest rzeczą wątpliwą, czy jakieś « spece » zgodzą się na taką zmianę. Zaczynają nawet krążyć pogłoski, że Lenin rozmyśla o konstytuancie, oczywiście, starannie « przygotowanej » Byłby to już, bądź co bądź, zdecydowany powrót do zasad demokracji.

Jednym słowem po 3 1/2 roku krwawego szaleństwa, po skompromitowaniu zupełnym idei dyktatury nad proletariatem, po tak haniebnych zbrodniach, jak usiłowanie zaboru Polski i dokonaniu zaboru Gruzji, po 2 latach polityki ściśle nacjonalistycznej w stosunku do narodów wschodnich (bolszewik Enwer basza!) — cotanie się na całej linii.

Ale godną uwagi jest rzecz, że zniósłszy albo dążąc do zniesienia wielu głupstw, jakie wyległy się w mózgach Lenina, Trockiego et C-ie — nie znieśli bolszewicy dotąd ani jednej potworności swych rządów. Po dziś dzień funkcjonują w Rosji państwowe katownie, czerezwyczałki. Po dziś dzień nie istnieje wolność prasy. W dalszym ciągu nie wolno urządzać zgromadzeń, zjazdów, nie wolno bez pozwolenia przenosić się z miejsca na miejsce. Wciąż obowiązuje 12 godzinny dzień pracy (w ciągu którego w Rosji wytwarza się tyle, co w Polsce w ciągu jednej godziny), przymusowa praca wszystkich w sobotę, wciąż strajk stanowi zbrodnie stanu. Ten obraz ponury, przypominający nawet nie czasy Mikołaja II, ale odległą epokę jakiegoś Mikołaja I, nie zmienił się w niczem. Pół miliona zdeklarowanych łajdaków i katów w żelaznych klubach trzyma wygłodniałe i storturowane społeczeństwo, jak psa na uwięzi. Sprawiedliwie należy im się nazwa łajdaków i katów, skoro doszedłszy wreszcie do przekonania o jałowości swej doktryny, złamani moralnie, wciąż zmuszają lud do posłuchu wobec idei, z której sami drwią i sztydzą jawnie, jak cyniczny Radek albo, « jurodiwy » Lenin.

Ale ta niekonsekwencja, to cofanie się w zakresie « reform » społecznych, trzymanie się kurczowo systemu rządu przy pomocy kajdan, okrucieństw i niewolnictwa, dowodzi, że dla bolszewików niema już wyjścia. Pragną władzę utrzymać za wszelką cenę, wiedząc, iż gdyby psa wypuścili z uwięzi, rozszarpałby ich. Więc głodzą go i przypiekają rozpalonym żelazem niepomni, iż system to taksamo bezmyślny, jak chęć zaprowadzenia gwałtem ustroju socjalistycznego w społeczeństwie w 90 % rolniczym, w 80 % analfabetycznym, w całości zdemoralizowanym przez trzysta lat panowania Romanowych. Z całej ideologii, jaką głosili bolszewicy dotąd, pozostała im dzisiaj jedna tylko idea ratowania własnej skóry za wszelką cenę. Zbyt długo używali, zbyt długo panowali, ażeby już nie wytworzył się w nich najzgrabniejszy ze wszelkich nałogów, nałóg rządzenia. Zbyt wiele zaś narobili zła, zbyt okrutnie i krwawo poczynali sobie, aby mogli liczyć na tolerancję ze strony zdziczałego w niewoli a od czasu wojny straszliwie, do obłędu zadręczonego ludu rosyjskiego.

Bolszewicy z koniecznością tragiczną zbliżają się do pułapki, którą w swej małości i bezmyślności sami na siebie zastawili. Nikt ich nie będzie żałował, jak niki nie żałował Romanowych.

Zysław.

(Robotnik.)

CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

Projekty ordynacji wyborczych do sejmu i senatu.

Rada ministrów ukończyła ostatnie rozprawy nad ordynacją wyborczą do Sejmu. Postanowiono, że Sejm będzie liczył 360 członków. Na okręgi wyborcze będą oznaczone ilości posłów w stosunku do ludności danego okręgu.

Projekt ordynacji wyborczej do Senatu jest już opracowany i wpłynął już do prezydium Rady ministrów. Będzie on przedmiotem rozpraw w najbliższym czasie.

Katastrofa tramwajowa w Warszawie.

W ubiegły czwartek wieczorem zderzyły się na rogu ulicy Marszałkowskiej i Złotej elektrowozy linii « O » i « 16 » wskutek zepsucia się hamulca. Wypadek spowodował ciężkie poranienie 8 osób, poza 10 cioma lekko poszwankowanymi. Obydwa wozy zostały znacznie uszkodzone. Charakterystycznym dla stosunków wielkomiejskich jest fakt, że obława, urządzona przez policję wśród zbiegowiska, wywołanego tym wypadkiem, doprowadziła do ujęcia 32 złodziei kieszonkowych, w tem kilku na gorącym uczynku kradzieży.

Złagodzenie wyroków śmierci.

Wyrokiem sądu wojsk. O. G. Kielce, jako sądu doraźnego w dn. 15 b. m. sierż. Andrzej Zembala, pluton. Józef Słabiak, pluton. Józef Wandzel, wszyscy z 23 pp. Leg. za rozbój, dokonany w dniu 9 czerwca br. na szosie pod Dyminami na osobach Gutmana, Dęba, Gołębiowskiego, Jakubowicza i Zilberga i za takiż rozbój w dniu 22 czerwca b. r., dokonany tamże na osobach Jutrzenki, Langwalda i Kleinsteina, art. 51 i 589-2 kog. zostali skazani na karę śmierci przez rozstrzelanie. Wyrok ten zatwierdzony został przez właściwego dowódcę z tem, iż w drodze łaski kara śmierci zamieniona została na 15 lat ciężkiego więzienia dla każdego z zasądzonych.

Rocznica zwycięstwa pod Warszawą.

Z powodu zbliżającej się rocznicy zwycięstwa wojska polskiego pod Warszawą w dniu 15 sierpnia 1920 roku, księża biskupi w niektórych diecezjach przygotowali odezwy do odczytania w każdym kościele z ambon w niedzielę 14 sierpnia b. r. W dniu 15 sierpnia b. r. ma się odbyć przed sumą procesja dziękczynna. Zbierane dnia tego podczas nabożeństwa ofiary przeznaczają się na budowę świątyni Opatrzności, która kosztem całego narodu stanąć ma w Warszawie.

Uruchomienie przemysłu na terenie Litwy środkowej

postępuje szybko. Funkcjonuje już 7 tartaków, dwie stolarnie, sześć fabryk dla suchej destylacji drzewa, dwie zapalczarnie, dziewięć garbarni, 14 olejarni, 8 gorzelni, 1 fabryka marmelady, 2 papiernie, 1 huta szklana, 1 g. zowia, 6 elektrowni, 3 większe warsztaty mechaniczne, 2 cegielnie, 13 mydlarni, 4 fabryki papierosów i 3 fabryki tutek.

Produkcja w Zagłębiu Naftowym w miesiącu czerwcu.

Ogólna produkcja ropy naftowej w czerwcu b. r. wyniosła 4.526 cystern po 10 tysięcy kilogramów wobec 2.327 w maju. Z tego przypada na Borysław 1.669, na Tustanowice 1.657 i ćwierć. Na Mraźnicy 848 i pół cystern. Ilość tak zwanej ropy zbieranej wynosi 51 i ćwierć cysterny. W porównaniu z produkcją w miesiącu poprzednim, wydajność naszego zagłębia wzrosła o 2.193 i pół cystern. Jeśli jednak uwzględnimy, że w maju z powodu strajku robotników ruch w kopalniach dnia 18 był zupełnie zatamowany, a więc temsamem stracono 17 dni roboczych, dalej, jeśli się jeszcze weźmie pod uwagę, że mnóstwo kopalń odroczyło wskutek strajku produkcję za maj dopiero w czerwcu, wynika z tego, że przyrost produkcji jest tylko pozorny.

Napad Litwinów

W nocy z niedzieli na poniedziałek i następną silne oddziały partyzanckie zaatakowały polskie placówki w rejonie Olkinik. Do okolicy tej wyjechała dla przeprowadzenia śledztwa w sprawie wymienionego zajścia komisja Ligi Narodów.

Polscy delegaci przy Lidze Narodów.

„Monitor Polski“ ogłasza nominację p. Karzymierza Olszewskiego na ministra pełnomocnego ad personam i jako drugiego delegata do Ligi Narodów.

Wyroki śmierci.

Biuro prasowe m. sp. wojsk. komunikuje że we Lwowie rozstrzelano na podstawie wyroku sądu wojakowego D. O. G., jako sądu doroznego b. plutonowego Kazimierza Wokroja, zasądzono na karę śmierci za zbrodnię morderstwa rabunkowego.

Warszawa—Paryż.

Napowietrzna komunikacja pocztowa Paryż—Strasburg, Paryż—Warszawa odbywać się będzie ordą codziennie. Odjazd z Paryża o godz. 6—przyjazd do Warszawy o godz. 19.

39 Ciągnięcie milionówki 30 Lipca r. b. z koła wyszedł numer :

2.787.425

ROZMAITOŚCI

Okrucieństwa Bolszewickie.

Z Równego, donosi « Orient » : Osoby, przybyłe z Ukrainy, stwierdzają, że w d. 2 lipca ogłoszono rozkaz nowego dowódcy bolszewickiego sił zbrojnych na Ukrainie, Frunzego, do wojsk, operujących przeciw powstańcom, którym nakazuje się wszystkim schwytanym powstańcom odciąć ręce, wykluć oczy i wieszać do góry nogami.

Odczyt o Polsce w Sofji.

Ubiegłej niedzieli d. 24 Lipca w olbrzymiej sali kasyna wojskowego, przepelnionej publicznością z wszystkich kół społeczeństwa, odbył się o godz. 2 odczyt o Polsce p. George Madzurowa, byłego chargé d'affaires w Warszawie. Odczyt, urządzony przez towarzystwo polsko-bułgarskie, poprzedzony został krótkim przemówieniem posła tutejszego dra Grabowskiego. Prezent dał znakomity obraz wewnętrznego i zewnętrznego położenia w dzisiejszej Polsce, podkreślając jej znaczenie jako czynnika równowagi politycznej Europy Środkowej, oraz jako najpotężniejszego państwa słowiańskiego, które w sojuszu z Francją winno zająć wśród Słowiańszczyzny miejsce dawnej Rosji. Na odczyt byli obecni przedstawiciele rządu bułgarskiego i wielu instytucji bułgarskich, kolonja polska, poseł czeski wraz z całym personelem oraz liczna kolonja czeska z prezesem swoim prof. Mrkwiczka na czele. Odczyt obudził powszechne zainteresowanie i liczne odgłosy w prasie miejscowej.

Zniesienie paszportów w komunikacji między Francją i Anglią.

W izbie gmin oświadczył podsekretarz stanu z ministerstwa praw zagranicznych Hannsworth,

że rząd angielski przyjął propozycję francuską, uczynioną przed miesiącem, aby w komunikacji między obu państwami zniesiono paszporty. W komunikacji między Francją i Belgią a Anglią ustanie więc w najkrótszym czasie kontrola paszportowa.

Konkurencja niemiecka.

Zaczyna sięgać kolonij angielskich i rugować ztamtąd towar angielski. Przed wojną południowa Afryka była ściśle związana z Niemcami głównie przez to, że miała w Niemczech stały zbył na swoją wełnę, która nie odpowiadała wymaganiom angielskiego rynku. Spodziewano się, że po wojnie zawiadnie rynkiem południowo-afrykańskim, lecz dzięki wysiłkom niemieckim, rynek południowo-afrykański zdobywanym jest dla handlu niemieckiego. W Cape Town Niemcy założyli specjalne biuro sprzedaży towarów i dają gwarancję, że towary będą odpowiadały wystawionym próbkom. Ceny towaru niemieckiego są niemal o 50 procent niższe od towaru, wyrobianego w Anglii.

Zniżenie stopy procentowej w Anglii.

Bank angielski zniżył stopę procentową z 6 na 5 i pół. Zarządzenie to przyjęto ogólnie z wielkim zadowoleniem, jako ułatwienie w prowadzeniu transakcyj finansowych.

Ulgi dla politycznych więźniów w Czechach.

Komisja prawnicza sejmku czesko-słowackiego na jednym z ostatnich posiedzeń przyjęła szereg postanowień, wprowadzających rozmaite ulgi dla więźniów politycznych. Przedewszystkiem mają być oni umieszczani nie w powszechnych więzieniach karnych, ale w specjalnie dla nich przeznaczonych więzieniach państwowych, aby nie byli zmuszeni do obcowania z przestępcami kryminalnymi. Dalsze postanowienia brzmią :

Więzień polityczny może utrzymywać się na właszy koszt, wolno mu także nabywać napoje alkoholowe w ograniczonej mierze. Nie wolno go zmuszać do żadnej pracy. Należy mu się codziennie najmniej 4-godzinny pobyt na świeżem powietrzu, przyczem ma mu być umożliwione wykonywanie ćwiczeń gimnastycznych dla wzmożenia ciała. Zazwya zupełnej swobody w wyborze lektury tak co do książek, jak i co do czasopism, wolno mu nawet na swój koszt świecić w swej celi poza godzinami przepisowemi. Wolno mu palić i rozmawiać podczas pracy. Przyjęto nadto wniosek socjalistycznego posła Pika, który umożliwi politycznemu więźniowi małżeńskie obcowanie płciowe.

Pogotowie czeskie na granicy Śląskiej.

Wedle wiadomości z pogranicznych czeskich miejscowości, wsie położone nad granicą pow. głubczyckiego i raciborskiego, zostały obsadzone przez oddziały wojsk czeskich. Sztab tych wojsk znajduje się w Granz, koło Opawy. — Wojska znajdują się w zupełnem pogotowiu bojowem.

Samobójstwo ministra bawarskiego.

Długoletni bawarski minister komunikacji Frauendorfer popełnił samobójstwo.

O powodach samobójstwa ministra Frauendorfera krąży różne wersje. Wedle jednych, powodem miało być wykrycie pewnych spraw, które groziły skandalem, wedle innych źródeł, samobójstwo spowodowała sytuacja bez wyjścia, w jakiej znalazł się Frauendorfer z powodu ogłoszenia pewnych dokumentów politycznych.

Nota Cziczierina do rządów koalicji.

Czeskie biuro prasowe donosi z Moskwy: Cziczerina wysłał do rządów koalicji, oraz do rządów Chin i Japonji, notę, w której oświadcza, iż wobec faktu, że rząd sowiotów nie został zaproszony na konferencję w sprawie rozbrojenia, rząd rosyjski nie uzna postanowień tej konferencji i zastrzega sobie swobodę działania.

Góra wesołość.

W pewnej gminie pod Pragę, jak donoszą « Narodni Listy », odsłonięto pomnik dla poległych w czasie wojny światowej. Program tej uroczystości został ogłoszony za pomocą afiszów z czarnymi obwódkami i koroną cierniową nad sztandarem. Na końcu znajdował się następujący dopisek : « Po uroczystości zabawa taneczna »

Nowa wszechświatowa umowa pocztowa.

W Zermatt w Szwajcarii zbiera się w sierpniu komisja, wybrana przez wszechświatowy kongres pocztowy w Madrycie, celem ustalenia

nowej ogólnej wszechświatowej umowy pocztowej. Będzie ona ostatecznie zatwierdzona na kongresie wszechświatowego związku pocztowego w Sztokholmie w r. 1924.

Powstanie w Indjach, Egipcie i Arabji.

« Echo de Paris » donosi z Londynu, że w Indjach, Egipcie i Arabji wybuchło powstanie przeciwko Anglii. Ogłoszenie wolnych republik w tych krajach przygotowuje się.

Pożar pól naftowych.

Reuter donosi z Meksyku : Pała się pola naftowe w Amaplan. Szyby, objęte pożarem, wała się. Robotnicy uciekają. Wszelkie usiłowania ugaskienia ognia okazały się bezskuteczne. Szkoda nie da się obliczyć.

Warunki pomocy dla zgłodniałej Rosji.

Cała prasa czeska dyskutuje nad telegramem iskrowym Gorkiego do prezydenta Massaryka, domagającym się pomocy dla Rosji. Prawie wszystkie dzienniki są zgodne w tem, że Rosji należy się stanowczo pomoc. « Tribuna » pisze między innymi, że najlepszym środkiem pomocy dla Rosji sowieckiej byłoby, gdyby rząd sowiecki ustąpił dobrowolnie, aby podjąć skuteczną akcję pomocy. Gorkij powinien w pierwszym rzędzie zwrócić się do Trockiego i Lenina z prośbą, aby się usunęli. « Narodni Listy » przedrukowują warunki pomocy międzynarodowej dla Rosji, jakie pojawiły się w wychodzącym w Pradze organie rosyjskim « Obszeceje Dzieło ». Warunki te brzmią następująco : 1) natychmiastowa demobilizacja armji czerwonej i zatrzymanie milicji miejscowej ; 2) wprowadzenie politycznych swobód przedewszystkiem swobody prasy i osobistej nietykalności ; 3) natychmiastowe rozpisanie wyborów do konstytuanty ; 4) pozwolenie na powrót do ojczyzny wszystkim rosyjskim uchodźcom.

Pożary lasów w Niemczech.

Z powodu wielkiej posuchy pożar w lasach Heathes i Moors przybiera ogromne rozmiary. Szkody wprost przerażające.

Aresztowanie Komunistki.

Policja berlińska aresztowała obywatelkę rosyjską Friedlenderową, odgrywającą wybitną rolę w niemieckim ruchu komunistycznym pod nazwą Luth Fischer, pod zarzutem uprawiania propagandy komunistycznej w Berlinie i nawoływania na wiecach partji komunistycznej do zabójstwa jenerałów Hindenburga i Ludendorfa.

Z piekła bolszewickiego.

Z dwu listów, nadesłanych z Moskwy, wyjmuje jedno z pism zagranicznych dwa przejmujące ustępy, które dokładnie pozwalają wglądać w życie rosyjskie, niż całe częstokroć tomy dzieł.

.... I jeszcze jedna wiadomość, która nastroi Cię smutnie, stary Przyjacielu : Aktorka Muratowa z « Artystycznego Teatru » Stanisławskiego jest ciężko chora. Od miesiąca już głoduje — przy stałe podniesionej temperaturze, żołądek jej bowiem nie może znieść tego okropnego cheba i jęczmiennej polewki, którymi żywimy się wyłącznie już od roku przeszło. Miewa gorączkowe fantazje, w których nie poznaje już otaczającego ją świata i w których majaczy jej tylko stale jedyne życzenie : marzy o pomarańczy. Lekarz mówił mi wczoraj, że jest to tego rodzaju tęsknota, że nie uważa za wykluczone, iż gdyby spełniło się biedaczce to jej pragnienie, Muratowa mogłaby wyzdrowieć. Czy nie udałoby się tego jakoś urządzić, kochany Przyjacielu? Czy nie byłoby możliwe, przez jaką delegację sowiecką przysłać bodaj jedną pomarańczę?

Przypomnij sobie i innym dobrym ludziom o tych niezapomnianych wieczorach, które Muratowej zawdzięczamy... Staraj się wszelkimi dostępnymi dla Ciebie środkami, tej wielkiej artystce spełnić przynajmniej ostatnie jej pragnienie, bo tu nigdzie nie sposób dostać pomarańczy, choć gotowi byłibyśmy zapłacić za nią horendalne nawet sumy.

W dwa tygodnie później.

« Muratowa przez ten czas umarła. I znowu Rosja uboższa jest o jednego wartościowego człowieka. Możnaż to nazwać naturalną śmiercią? A upragnionej swej pomarańczy jednak nie dostała!

« Dla nas jednak to słowo « pomarańcza » stało się obecnie symbolem i zdumiałbyś się jak często słyszy się ją teraz w naszym gronie. Jest ona dla nas symbolem tego wszystkiego, co

tam istnieje u Was, wszystkiego, czego pamięć nawet w nas zaginała, czego woń, piękność, swobodę i duszę widzujemy tylko czasem jeszcze we snach. « Pomarańcza » jest dla nas ciepły pokój, tak samo jak nasycone dziecko: funkcyjujący wodociąg, jak i nowa książka. « Pomarańcza » jest dla nas parą całych butów i nią jest podróż, nią spokojna, bez troski godzina i nią swoboda nieskrępowanych myśli i poglądów a przedewszystkiem, wierny Przyjacielu « pomarańcza » jest ta gorąca, do łez odczuwana tęsknota, byśmy nareszcie znów połączeni zostali z całym światem i jako równi byli przez innych ludzi uznawani... »

Trocki widzi ratunek w nowej ofensywie

„Głos Rosji“ zamieszcza sprawozdanie z ostatniego posiedzenia komitetu wykonawczego w Moskwie, na którym Trocki m. in. powiedział co następuje: „Najbliższa przyszłość dowiedzie nam, że polityka, polegająca na utrzymaniu równowagi i ustępstwach dla kapitalistów, jaką obecnie uprawia Lenin, jest mirażem, a może nawet utopją. Kapitalistyczna Europa nas nie nawidzi i nigdy nam nie pomoże, raczej pozwoli zginąć naszej ludności, aniżeli zasili zbożem.

Nie pozostaje nam więc nic innego, jak sięgnąć siłą oresa po to, czego nam nie chcą dać dobrowolnie. Niechęć Europy względem nas skrupi się przedewszystkiem na Polsce, przeciwko której skierujemy nasze pierwsze kroki, na tej Polsce, która pozwala sobie na gwałcenie traktatu ryskiego.

Nasza ofensywa jest jedynym sposobem ukarania Polski i zdobycia koniecznego dla nas zboża“.

Ochotnicy Niemcy na Litwie

Z Kowna donoszą, że na Litwę miało przybyć z Niemiec 3000 ochotników, nadto podobno sprowadzono z Niemiec pociąg pancerny, auto pancerne, gazy trujące i maski.

Wiadomości Telegraficzne

(Express Telegraph de l'Est—12, r. du Helder, Paris.)

Projekt budżetu na rok 1921

Minister skarbu, Steczkowski, przedłożył Sejmowi w dniu 30 lipca projekt budżetu na rok 1921 i przy tej sposobności wygłosił mowę, w której porównał dochody i rozchody państwa.

Budżet zwyczajny przewiduje dochody na 99 miliardów 758 milionów, zaś wydatki na 114 miliardów, co czyni deficyt około 12 miliardów. Dochody nadzwyczajne są obliczone na 35 miliardów 408 milionów, zaś wydatki nadzwyczajne na 97 miliardów 913 milionów. W całości dochody dochodzą do 135 miliardów 466 milionów, zaś wydatki do 208 miliardów 962 milionów, co czyni ogólny deficyt 73 miliardów.

W wydatkach nadzwyczajnych przewiduje się 22 miliardy 937 milionów dla ministerjum Pracy, z czego 11 1/2 miljarda dla ministerjum kolei.

Wydatki nadzwyczajne nieproduktywne rozdzielają się jak następuje: 20 miliardów na budżet wojskowy, 19 miliardów 879 milionów na aprowizację i 6 miliardów 828 milionów dla min. handlu i przemysłu. Te ostatnie wydatki nie powtórzą się w roku przyszłym z powodu przywrócenia wolności handlu zbożem i węglem i z powodu poprawienia się sytuacji ekonomicznej, wskutek czego zakupy zboża i węgla zagranicą okażą się zbyteczne.

Dla pokrycia deficytu są przewidziane mnogie operacje finansowe, a mianowicie: zaliczka, przyznana na konto zamierzonej eksploatacji przyszy Białowieskiej, kredyt banków państw neutralnych, emisja nowej serii bonów skarbowych (ostatnia 5 miliardów jest już zupełnie pokryta) pożyczka wewnętrzna, której umorzenie będzie w stałym stosunku do dolara, wreszcie pożyczka przymusowa.

Uskuteczniło już dużo oszczędności, a mianowicie w administracji polceji, zredukowanej o 15%; zlikwidowano urząd wywozu drzewa, dyrekcję monopolu spirytusowego i liczne biura; demobilizacja i redukcja armji przyniosą również znaczną oszczędność. Poczta i telegraf daje już obecnie nadwyżkę dochodu w wysokości 500 milionów marek, dzięki podwyższeniu taryfy, zaprowadzonemu ostatnio.

Dla powiększenia dochodów utworzono wiele podatków, ale poprawa finansów zależy głównie

LE "JOURNAL DE POLOGNE"

Quotidien du soir paraissant en français à VARSOVIE, 54, Nowy Swiat

Directeur: FRÉDÉRIC DELAGNEAU :- Rédacteur en chef: ROBERT VAUCHER

Le "JOURNAL DE POLOGNE" est le seul Quotidien servant de trait d'union entre la France et la Pologne. Il est le mieux renseigné sur toutes les questions politiques, littéraires, économiques et financières ayant trait à la Pologne et à l'Est européen.

Le "JOURNAL DE POLOGNE" vient d'instituer des services économiques donnant des renseignements gratuits sur toutes les questions d'importation et d'exportation, intéressant la France et la Pologne, sur les Bourses de Pologne et valeurs polonaises cotées aux Bourses de Paris et de Lille.

S'adresser aux Services Parisiens: 9, rue Richepance, Paris (8^e)

ABONNEMENT: un an 70 fr.; 6 mois 36 fr.

Pierwszy Polski Sklep Artykułów Piśmiennych.

ROMAN REMBELSKI

Przyjmuje prenumeratę na dzienniki warszawskie (16 fr. miesięcznie z przesyłką): Kurjer Poranny — Robotnik — Rzeczpospolita zarazem poleca KSIĄŻKI POLSKIE 3, rue Fourcy. — Paris IV.

WIEK XX Miesięcznik polityczno-społeczny pod redakcją Władysława Włocha wychodzi w Warszawie, do nabycia w administracji Polonii, cena za numer 2 fr. 50.

od poprawy produkcji, która się już zaznaczyła. Tak n. p. ziemi obsianej jest obecnie o 600.000 hektarów więcej, niż w roku zeszłym, a produkcja węgla dosięgła 90 % produkcji przedwojennej.

Wypuszczenie nowej waluty monetarnej i utworzenie banku dla emisji będą możliwe wtedy, kiedy budżet się zrównoważy, kiedy ważne sprawy polityczne zostaną uregulowane i kiedy marka polska stanie na poziomie, który uczyni możliwą wymianę.

Długi państwowe w Polsce wynoszą 20.000 marek na głowę, podczas gdy w Niemczech wynoszą one około 100.000 na głowę, we Francji 1.200.000, we Włoszech 500.000, a w Anglii 1.400.000.

Przemówienie ministra Sejm żywo oklaskiwało.

Stosunki polsko-czeskie.

Czeski min. spraw zagranicznych ogłasza następujący komunikat ministra handlu i przemysłu, Hotoweca:

« Polska była jedynym krajem, z którym ze względów politycznych nie mogliśmy byli nawiązać stosunków. Dzięki naczelnikom państw i ministrom spraw zagranicznych obydwu krajów przygotowano podstawy do zawarcia przyjaznej umowy. Ta uгода ma się tyczyć spraw politycznych, handlowych i komunikacyjnych.

« Minister Hotowec widział się z polskimi ministrami: spraw zagr. Skirmuntem, i min. skarbu Steczkowskim. Zgodzono się obustronnie na podstawy do układów, które będą prowadzone przez dwie komisje równocześnie od połowy sierpnia, jedną handlową w Warszawie, drugą finansową w Pradze.

Minister Hotowec oświadczył pozatem, że zwyczajka marki polskiej jest rzeczą absolutnie pewną, ponieważ Polska posiada olbrzymie boga-

Apprenez le FRANÇAIS et les autres LANGUES VIVANTES

A L'ÉCOLE BERLITZ

31, boulevard des Italiens

Prospectus Q franco. sur demande

UCZCIE się FRANCUSKIEGO i innych JĘZYKÓW NOWOŻYTYNYCH w SZKOLE BERLITZ'A

31, boulevard des Italiens

Prospekty Q bezpłatnie, na żądanie.

IMPRIMERIE LEVÉ

71, rue de Rennes. — Tél.: Saxe 03-45

Wykonywuje wszelkie druki polskie. Cyrkularze. Karty ogłoszeniowe. Broszury. Formularze. Zaproszenia. Książki, etc. etc.

Na żądanie, przeprowadza sama korektę polską.

CAFÉ du PARNASSE

Beau local. — Rendez-vous des Peintres et Sculpteurs de toute nationalité. Exposition permanente de tableaux.

103, boulev. du Montparnasse — Tél. Fleurus 21-34.

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS

(koło nr. 51, bulw. St-Germain)

Wielki wybór futer.

Modele pierwszorzędných domów.

Przechowywanie i przerabianie futer.

Ceny umiarkowane, w sezonie letnim znacznie niższe.

ctwa naturalne i wszelkie warunki szybkiego rozwoju.

Konferencja państw bałtyckich.

Pod koniec konferencji ministrów spraw zagranicznych państw bałtyckich w Helsingforsie, ogłoszono następujący komunikat urzędowy.

« Po zbadaniu stosunków politycznych między państwami bałtyckimi, oraz ich położenia ogólnego, konferencja ministrów spraw zagranicznych: estońskiego, lotewskiego i fińskiego, oraz przedstawiciela polskiego ministra spraw zagranicznych, uchwaliła następujące rezolucje:

1. — Zważywszy, że wzmocnienie na drodze pokojowej nowych państw Wschodu Europejskiego jest kwestią wogóle istnienia państw, reprezentowanych na konferencji, a zarazem posiada wielkie znaczenie dla trwałego pokoju na Wschodzie Europy, wzmiankowane państwa, opierając się na wspólności interesów politycznych i ekonomicznych, postanowiły zwoływać perjodycznie konferencje ministrów państw bałtyckich. Najbliższa konferencja odbędzie się w Warszawie.

2. — Konferencja wyraża życzenie, aby po obecnej konferencji przedsięwzięto środki, mające na celu wypracowanie i zawarcie w bliskiej przyszłości traktatów handlowych i ekonomicznych, oraz konwencji w sprawie komunikacji między wymienionymi państwami.

Konferencja oświadczyła po zatem, że nie zawarto w Rydze żadnej umowy politycznej, skierowanej przeciwko Polsce.

Państwa, reprezentowane na konferencji, zobowiązały się nie brać udziału w traktatach, skierowanych przeciw którymkolwiek z nich. Kwestję nieporozumienia polsko-litewskiego pozostawiono zupełnie na uboczu ogólnej polityki bałtyckiej.



DENTYSTA POLAK

STEFAN MENDRYS, 32 place ST. GEORGES, 32 (Nord-Sud St. Georges)
wykonywa po cenach umiarkowanych wszelkie operacje dentystryczne.
Przyjmuje od 9—12 i od 2—7. W niedziele i święta tylko od 9—12.
Dla pracujących w biurach i magazynach w godzinach pozabiurowych za zawiadomieniem

POLSKIE BIURO BUREAU POLONAIS

3 bis, rue Emile-Allez, Paris (17^e).

Tłumaczenia, przepisywanie na maszynie, lekcje polskiego i francuskiego, lekcje zbiorowe wieczorem, we wtorki i piątki od 8-9, po 3 fr. lekcja. Sporządzanie aktów prawnych, porady prawne przez adwokata. **Ceny przystępne.**

Na Górnym Śląsku**• Tajne składy broni.**

Rewizje dokonane przez oddziały międzysojusznice w warsztatach kolejowych w Gliwicach odkryły 133 karabinów i 30.000 naboju.

• Żądania polskie.

Uchodźcy polscy, byli powstańcy, ofiary przesładowań niemieckich z okęgów zachodnich, domagają się od komisji międzysojusznicej przyznania Polsce okęgów Opola, Kluczborka, Brudnika, Raciborza i Koźla, gdyż w przeciwnym razie Polakom tamtejszym grozi pewna śmierć od Niemców. Domagają się również powrotu do swych miejsc zamieszkania, usunięcia straży niemieckiej i zastąpienia jej przez straż polską utworzoną z byłych powstańców.

• Żądania niemieckie.

Niemiecki komitet górnośląski wystosował do komisji międzysojusznicej żądanie szybkiego i definitywnego załatwienia sprawy górnośląskiej, ponieważ załatwienie prowizoryczne tylko pogorszy sytuację.

• Organizacje niemieckie.

Schutzbund i podległe mu organizacje wstają ciągle. Oddziały stossstrupplerów nadechodzą z Bawarii i Saksonji i są skierowywane do Bytomia, Gliwic i Katowic. Schutzbund otrzymuje również liczne transporty broni i amunicji.

Członkowie Schutzbundu i Orgeschu będący na urlopie otrzymali rozkaz powrotu i trzymania się w pogotowiu.

OFIARY**Na Górny Śląsk.**

Złożyli w admin. POLONII pp. Stefan Skibniewski z Angers 50. — Dzieci ze szkoły polskiej w S.-Etienne za pośrednictwem nauczycielki, p. Miaskowskiej 3. Z ogłoszonymi w nr 30 bis Polonii razem 1.167 fr.

Na studentów lwowskich.

P. Stefan Skibniewski z Angers 15. Z ogłoszonymi w nr 30 bis Polonii razem 25 fr.

KRONIKA**• Uroczystość u Św. Kazimierza.**

W ubiegłą niedzielę odbyła się w zakładzie Św. Kazimierza wzruszająca uroczystość odsłonięcia i poświęcenia obrazu przedstawiającego kopję słynnego wizerunku Matki Boskiej Częstochowskiej. Nabożeństwo odprawił ks. Baron, zaś kazanie okolicznościowe wygłosił ks. Dyla, przypominając zebranym, że obraz ten po jego odnowieniu we Lwowie był pierwszy raz poświęcony w katedrze lwowskiej, która była widownią słynnych Ślubów Jana Kazimierza.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowymi 75 centimów na druk nowych opasek.

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE: Perły, Drogie Kamienie, Biżuterje okazyjne.

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph. : CENTRAL 90-10

TYGODNIK ILLUSTROWANY

sprzedaż pojedynczych numerów TYGODNIKA, przyjmowanie prenumeraty na TYGODNIK i ogłoszeń do TYGODNIKA w Księgarni POLONII, 3 bis, rue La Bruyère. Paris.

Pierwszorządny dom polski

JEAN GASIOROWSKI

Robes, Manteaux et Tailleurs

Créations de Modèles

Maison, MAILLET

14, rue Duphot

PARIS

Téléph. Gutenberg 74-67.

Żałować wypada, że kolonja polska z Paryża, mimo zawiadomienia jej o mającej się odbyć uroczystości, nie raczyła stawić się na ten patriotyczny obchód, zczem kaplica zakładu świeciła pustkami.

Podziękowanie.

Zarząd Związku Robotników Polskich we Francji Filja w Montrambert przesyła Polonii podziękowanie za wysłane w darze książki i obrazy. Fr. Łęcki, prezes. — L. Wróblewski, sekretarz.

• Osobiste.

Dnia 10 sierpnia odbędą się w Saint-Nazaire zaślubiny rodaka naszego, p. Tadeusza Romualda Ślepówron Olszewskiego z panną Leonią Joffreau, córką pp. Emilów Joffreau z Saint-Nazaire.

• Z Sokoła paryskiego.

Najbliższe zebranie Sokoła odbędzie się d 6 sierpnia o g. 9 wiecz w sali Choise la Fontaine (36 r. de Richelieu.)

OD ADMINISTRACJI**Sprzedaż numerów Polonii.**

Administracja Polonii podaje do wiadomości, że poszczególne numery Polonii można nabywać w kioskach paryskich poniżej wymienionych.

Kiosk nr. 136, róg ulicy Royale i Faub. St-Honoré.

Kiosk nr. 1, naprzeciw kościoła Madeleine.

Kiosk nr. 290, plac Opery.

Kiosk nr. 431, plac Opery.

Kiosk nr. 77, plac Opery.

Kiosk nr. 18, Wielkie Bulwary, róg Chaussée d'Antin.

Kiosk nr. 26, Wielkie Bulwary, róg ul. Taitbout.

Kiosk nr. 50, Wielkie Bulwary, róg Faub. Montmartre.

Kiosk nr. 3, plac St-Michel, róg ul-Huchette.

Kiosk róg ulicy Rivoli i bulwaru Sebastopol, naprzeciw Pygmaljonu.

Kiosk nr. 19, bulw. St-Michel, róg bulwaru St-Germain.

Kiosk nr. 22, bulw. St-Michel.

Kiosk nr. 32, bulw. St-Michel.

Kiosk, bulw. St-Michel, naprzeciw Musée Cluny.

Kiosk, bulw. St-Michel, róg placu de la Sorbonne (koło kawiarni d'Harcourt).

Kiosk, bulw. St-Michel, róg ulicy Soufflot.

W kioskach tych można nabywać również warszawski miesięcznik społeczno-polityczny WIEK XX, po cenie 2 fr. 50, oraz warszawski miesięcznik dla młodzieży CZYN, po cenie 1 fr. 50.

Doktor J. MALINIAK

b. Asystent paryskich szpitali miejskich
Przyjmuje 34, rue Greuze (XVI^e), metro Trocadero. — Tel. Passy 20—65 codziennie prócz niedziel i świąt od g. 6 do 7 w.

ANTIQUITES & OBJETS D'ART

J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Elysée 07-71

Kupuje i płaci drogo meble starożytne, brzozy, makaty.

CAFÉ DE LA ROTONDE Rendez-vous Artystów Ma-
105, boulev. du larzy, Rzeźbiarzy, Muzyków,
Montparnasse Literatów Polskich i polskiej
Téléph. Saxe 26-82. Młodzieży uniwersyteckiej.

Compagnie Générale Transatlantique
PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostatki

dla podróżujących I^{ej},
II^{ej} i III^{ej} klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru

Blizszych informacji udziela Biuro

6, Rue Auber. PARIS

MŁODY CZŁOWIEK, lat. 26, władający biegle polskim, francuskim, rosyjskim i niemieckim, poszukuje zajęcia w banku lub biurze. Zgłoszenia dla A. F. do Po onii.

FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & C^{ie}

48, rue du Colisée, PARIS (8^e)

Tél. : Elysée 21-46

Przygotowania do egzaminów. — Fortepjan i solfège. — Dyplomy : francuski, angielski, niemiecki i rosyjski. Wzmianka zaszczytna w Paryżu, MILDE, 19, rue de l'Arc-de-Triumph.

RYNEK PIENIĘŻNY

Paryż dnia 3 sierpnia 1921.

Tendencja dewizy polskiej zwyklowa.

Funty angielskie.....	46 fr. 87 1/2
Dolary ameryk.....	13 fr. 15
Franki belg.....	95 3/4
Franki szwajc.....	2 fr. 16
Marki niem.....	15 3/4
Korony czeskie.....	16 1/2
Leje rumuńskie.....	16 1/4
Korony austr.....	1 3/8
Liry włoskie.....	55
Marki polskie.....	0 71 — 073
Banknoty.....	0 67 1/2-68 1/2
Czeki na Warszawę.....	6 fr. 80
Tysiąc marek polskich..	

Przejezdny Rodakom Administracja POLONII udziela bezinteresownie wskazówek i informacji we wszystkich kwestjach i sprawach bankowych, przemysłowych, handlowych, konsularnych. Można zgłaszać się codziennie, międzygodziną 5 a 6 po południu.

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:
Kwartalnie 12 fr.
Półrocznie 24 fr.
Rocznie 46 fr.
Numer Środowy 40 c.
Numer Sobotni 75 c.

Zagranicą:

Rocznie 50 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POOLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE

Wychodzi we środy (po polsku)

i w soboty (po francusku i po polsku)

Paraissant chaque mercredi (en polonais)

et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS

Paris et Départements:
Trois mois 12 fr.
Six mois 24 fr.
Un an 46 fr.
Num. de Mercredi 40 c.
Num. de Samedi... 75 c.

Etranger:

Un an 50 fr.

TELÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

W rocznicę « Cudu nad Wisłą »

Mija rok właśnie, odkąd hordy armji bolszewickiej walily kilkoma zagonami na Warszawę. Położenie było bardzo ciężkie. Armja polska prawie nie istniała. Niemcy już wznosili okrzyk na nasz pogrom i bliski podział Polski. Wtórówna im prawie cała Europa. Robotnicy nawet państw zaprzyjawnionych wzbraniłi ładować i przepuszczać amunicję i broń do Polski, bo w ich otumanionych mózżgach zagnieździło się już przekonanie (popierane bardzo żreźnie bolszewickim złotem, zrabowanem po carskich skarbcach), że to właśnie Lenin i Trocki są szampjonami wolności ludów, a Polska tej wolności wrogiem. Jak taki nonsens mógł się przyjąć i rozwinać, to może wytłomaczyć owa maksyma pewnego nieznanego filozofa, który zwykł był mawiać, że ludzie nie są tak głupi, jak się wydaje, tylko... trzy razy głupszi.

W owej ciężkiej dla nas chwili jedna Francja stanęła obok nas silnie i przyszła nam z pomocą wydatną i skuteczną.

Od początku tego tygodnia rozgrywa się nowy najazd na Polskę. Tym razem już nie bolszewicy, ale nasi « przyjaciele », Anglja i Włochy, wycężają wszystkie siły, aby nam zagarnąć Górny Śląsk i oddać do Niemcom. W imię czego to robią? Nie przypuszczamy, aby to robili z wielkiej miłości dla Niemców. Nie robią też tego w imię jakoby sprawiedliwości, mimo że Lloyd George ciągle twierdzi, że Niemcy mają « historyczne prawa » do G. Śląska i że Polacy tamtejsi to ludność napływowa, ale pro prostu dlatego, zwłaszcza co się tyczy Anglji (bo Włochy dają się ślepo za nos prowadzić gabinetowi londyńskiemu), że w nawskroś kupieckich mózżgach angielskiego społeczeństwa, które podobno solidaryzuje się powszechnie ze swym premierem w

sprawie śląskiej, że w tych mózżgach zakorzeniło się mniemanie, iż potężne Niemcy są konieczne dla pokoju Europy (i interesów angielskich) i że do tego, aby były potężne, potrzebny jest im okręg przemysłowy Górnego Śląska.

Jak takie bezdenne głupstwo mogło się w angielskich głowach przyjąć, niech nam znów wytłomaczy ów nieznanym filozof.

I nic to nie wzrusza naszych « przyjaciół » znad Tamizy, że takie zapatrywanie jest sprzeczne z Traktatem Wersalskim, a ewentualne wprowadzenie w życie tej zasady będzie tego Traktatu potwornym zdeptaniem i że, jak powiada zupełnie słusznie kiedysiejsza *Daily Chronicle*, w razie niesprawiedliwego podziału strony pokrzywdzone z chwilą, kiedy się poczują silniejsze, targną się na Traktat Wersalski, stracimy już przedtem resztki poważania dla Rady Najwyższej.

Nawiasem pozwolimy sobie zauważyć pod adresem londyńskiego dziennika, że ma rację, mówiąc o prawach polskich do G. Śląska, ale grubo się myli, stawiając te prawa na równi z urojonemi prawami Niemców. Ci ostatni mają zupełnie do G. Śląska takie prawa, jak owi bandyci w pociągu do pieniędzy podróźnych, których obrabowali. Tego jednak Anglik nigdy nie rozumie, jak nie rozumie nigdy, że jego panowanie nad Irlandją jest zwykłym rozbojem.

I jak przed rokiem pod Warszawą, tak obecnie jedna Francja stoi po naszej stronie. A mówiąc to, mamy dla Niej uznanie najwyższe, nie tylko za jej uczciwość w bronienu naszej słusznej sprawy, ale i za rozum polityczny, którego daje dowód, patrząc jasno w przyszłość i zdając sobie sprawę z tego, co by się stało w niedalekiej przyszłości, gdyby Niemcom pozwolili na zbyt szybkie odrośnięcie pazurów.

Na jednym z ostatnich swych publicznych występów oświadczył Lloyd George, że zabierze

do Francji Wielkiego Druida, aby śpiewał hymn na cześć pokoju, jaki ufunduje Rada Najwyższa, obradująca obecnie nad sprawą śląską. Jeżeli jednak ta Rada będzie obstawała, jak dotychczas Lloyd George, nad obrabowaniem Polski z Górnego Śląska, który początkowo sami Aljanci przyznali Polsce, bez żadnych plebiscytów, to Druid Lloyd George'a napróźno się trzudi na kontynent.

Oddanie okręgu przemysłowego Niemcom, to krótko i węzłowato mówiąc, wojna najprzód polsko-niemiecka, a potem znowu kilkoletnia wojna europejska, z dodatkiem rewolucyj i wojen cywilnych.

Niech Rada Najwyższa pamięta przedewszystkiem o jednym zasadniczym fakte, którego zdaje się trochę już zapomniano w Europie. Polska jest państwem wprawdzie młodem, wprawdzie wskreszonym przy pomocy Aljantów, to wszystko prawda, ale stojącym na równi z Aljantami, i mającym zupełnie prawo do tego, aby ją na równi traktowano, gdy tymczasem Niemcy, to wczorajszy rozbójnik ubezwładniony przez Aljantów, rozbójnik, dla którego już sam fakt, że mu się pozwala żyć, jest aktem łaski.

Zaprawdę dziwne by to były sądy, które by na równej stopie chciały traktować rozbójnika i stojącego z nim na sędzie uczciwego człowieka, przez niego napadniętego.

Już to, na co się dotychczas Niemcom pozwoliło od czasu zawarcia przedwczesnego rozejmu, mści się na Aljantach, za ich, grzecznie mówiąc, nieopatrzność. Jakiekolwiek dalsze ustępstwa byłby głupotą nie do darowania, jakiej nawet po Lloyd George'u nie wypada się spodziewać.

W tę pierwszą rocznicę « Cudu nad Wisłą » nie traćmy nadziei i pamiętajmy, że wówczas uratowała nas zgoda « całego » narodu, który zapomniiał o sporach wewnętrznych i porwał się « cały » do walki.

Jak postanowiono plebiscyt górnośląski?

« Figaro » ogłasza niesłychanej wagi dokument, który dla sprawy pokoju całej Europy, a szczególnie dla nas, ma doniosłe znaczenie: dotyczy on bowiem tak piękającej dziś, a ciągle niedozstrzygniętej sprawy Górnego Śląska i oddaje wiernie tok narad, jakie w kwestji plebiscytowej górnośląskiej toczyli trzej potentaci: Wilson, Clemenceau i Lloyd George, wykazując jak ten ostatni zwyciężył oporne w sprawie plebiscytowej stanowisko premiera francuskiego, tudzież twórcy 14 punktów pokojowych.

Oto przebieg tego historycznego posiedzenia: Dnia 2 czerwca powracając do sprawy przyznania Górnego Śląska Polsce przez « Komisję spraw polskich », premier angielski Lloyd George zaproponował plebiscyt, a wysłuszwszy swoje uzasadnienia, wyraził się następującymi słowami: « Jestem przekonany, że plebiscyt wypadnie na korzyść Polski ».

Dyskusja na ten temat toczyła się przez długi czas i była treściwą wielu posiedzeń.

Clemenceau: Co się tyczy Polski, należy przedewszystkiem naprawić zbrodnię historyczną, lecz trzeba również stworzyć barierę pomiędzy Niemcami a Rosją. Możecie przeczytać wywiad, p. Erzbergera: domaga się on, aby Polska była możliwie najstarsza, ponieważ dzieli ona Niemcy od Rosji. P. Erzberger dorzuca, że Niemcy, wszedłszy raz w stosunki z Rosją, będą mogły atakować Francję w warunkach o wiele lepszych, aniżeli w roku 1914. Czyż tego chcecie? Niemcy panami Rosji, to znaczy, że na darmo zginęli wszyscy nasi polegli w czasie wojny. Oto wszystko, co na razie chciałem powiedzieć w tej sprawie.

Wilson: Plebiscyt na Górnym Śląsku wydaje mi się rzeczą trudną do przeprowadzenia, będzie się musiało napróźno wyrzucić urzędników niemieckich.

Lloyd George: Czy mówi pan o drobnych urzędnikach?

Wilson: Nie, myślę o tych, w których rękach spoczywa administracja.

Clemenceau: Należy jednak pamiętać o tem, że w Niemczech władza centralna mianuje burmistrzów.

Lloyd George: Zgadzaam się, iż główne władze niemieckie powinny by opuścić kraj przed głosowaniem.

Wilson: Tak, lecz 15 czy 20 wielkich kapitalistów niemieckich są panami Górnego Śląska.

Clemenceau: Istotnie, między innymi Henckel de Donnersmarck.

Wilson: Zdaniem moich doradców technicznych, swobodny, szczery plebiscyt jest niemożliwy do przeprowadzenia w kraju, opowanym przemocą od tak dawna, w kraju, który będzie zawsze obawiał się represji, na wypadek, gdyby Niemcy tam pozostali.

Lloyd George: A jednak mimo tej obawy w roku 1907 Polacy zwyciężyli przy wyborach; moi doradcy przewidują plebiscyt korzystny dla Polski, sądząc, że plebiscyt taki przeszkodzi Niemcom w dalszych rewindycacjach.

Wilson: Niema w Niemczech opinji na korzyść Górnego Śląska, to kwestja kapitalizmu.

Lloyd George: A jednak rząd niemiecki jest w większości socjalistyczny i on protestuje.

Wilson: Tak, lecz na rachunek kapitalistów. Powtarzam znowu, wolne głosowanie jest niemożliwe.

Lloyd George: A zatem dokonamy okupacji terytorjum w czasie plebiscytu.

Wilson: Powiedzą wówczas, że wywarliśmy presję wojskową.

Clemenceau: W ten czy w inny sposób Niemcy zawsze protestują.

Lloyd George: Mimo to plebiscyt się odbędzie. W jaki sposób zresztą onieśmieli Niemcy ludność przemysłową, która ma tyle odporności? Powtarzam, że wybory były korzystne dla Polaków w całej strefie, która nas obecnie interesuje.

Wilson: Chodziło wówczas o wybory wewnętrzne, a nie o plebiscyt w sprawach narodowościowych.

Clemenceau: Nie obiecywańmy zupełnie, iż w rejonie tym odbędzie się plebiscyt.

Wilson: Cóż zatem proponujecie?

Lloyd George: Tę samą procedurę co dla Prus Wschodnich.

Wilson: A jeżeli Niemcy odmówią posłuszeństwa decyzji Ligi Narodów?

Clemenceau: Zażądajcie od nich obietnic; oni przyrzekną, a nie dotrzymają. Czy tego chcecie?

Lloyd George: Nie wykluczam hipotezy wojskowej okupacji strefy plebiscytowej.

Wilson: Powtarzam, iż Niemcy powiedzą, że używa się gwałtu.

Lloyd George: Wystarczy przeprowadzić podział.

Wilson: I to wystarczy, aby zarzucono nam presję.

Sol E. 60

ROBOTNICY POLSCY WE FRANCJI

DO RODAKÓW W BARLIN

Najprzód wdzięczni Wam jesteśmy, zacięci Rodacy, za Wasze życzenia i uznanie naszej pracy.

Co do żądanego przez Was Statutu Kasy Chorych, muszę Wam niestety oświadczyć, że na nie by Wam się on nie przydał, ponieważ we Francji każde gwarectwo ma inną Kasę Chorych i inne statuty. Nasze ustawy Kasy Chorych są tylko dla gwarectwa Carmaux, sąsiednie kopalnie mają już inne statuty i jeżeli górnik z Carmaux przechodzi do innej kopalni, traci prawo do tutejszej Kasy Chorych i na nowej kopalni musi być od nowa przyjęty. U nas chcąc mieć prawo do zapomogi, musi górnik pracować wprzód przez dwa miesiące na kopalni, a jeżeli zachoruje, otrzymuje, począwszy od piątego dnia, po 5 franków dziennie i po 50 centimów na każde dziecko.

Mimowoli nasuwa mi się uwaga, że robotnicy polscy we Francji pracują, jak ślepe babki, ciągle płacą do różnych kas i nie wiedzą, co im się należy. Teraz n. p. otrzymujemy podatek do zapłacenia, ale za co, od czego i co za prawa za to nam przysługują, tego nie wiemy, bo nikt nas nie objaśni. Ze smutkiem muszę, porównując tutejsze stosunki z westfalskimi, przyznać, że tam w Westfalii, jeżeli robotnik zapłacił jednego feniga, to wiedział, za co i dlaczego, bo tam zastępcami naszymi byli robotnicy, co prawda nie tak wykształceni, jak tutejsi panowie, naszych praw obowiązani bronili.

Co do waszego zarzutu, żeśmy sprawę szkoły polskiej umieścili na drugim miejscu, to trzeba Wam wiedzieć, że i myśmy się starali o taką szkołę. Początkowo obiecywano nam, że gdy wybudują nową szkołę dla polskich dzieci, to sprawdzą polskiego nauczyciela. Dotychczas jednak szkoły nowej nie wybudowano, a dzieci chodzą do szkoły francuskiej. Teraz odpowiadają

nam, że dzieci tyle już po francusku umieją, że mogą chodzić do szkoły francuskiej. Naszą nadzieją było, że dzieci nasze tu we Francji będą mogły nauczyć się po polsku, aleśmy się omylili. Tu znów ponosi winę nasze przedstawicielstwo w Paryżu. Zwróciłem się tam po wskazówki. Odpowiedziano mi wprawdzie, że w lipcu będziemy mieli polskiego nauczyciela, ale mam wrażenie, że dano mi taką odpowiedź po to tylko, aby mi się pozbyć.

Piszcie nam, Rodacy, że macie w Barlin dwie szkoły. Bardzobyśmy Wam byli wdzięczni za poinformowanie nas, czy te szkoły opłacacie sami, czy kopalnie, i czy nauczycieli zamianował rząd?

Co się tyczy przepisów, odnośnych do pracy w kopalniach, to te możemy Wam chętnie nadać.

Łączymy Wam serdeczne pozdrowienia.

Za kolonję tutejszą.

Carmaux w sierpniu.

Wojciech Ludwiczak.

Z życia robotników polskich w Lotaryngji.

(Merlebach i Freyming)

Korzystając z wolnego czasu przed wyjazdem do Ameryki, wyruszyłam po porozumieniu z konsulem polskim w Strasburgu, p. Derezińskim do kopalni w Merlebach i Freyming dla wygłoszenia paru odczytów przed robotnikami polskimi.

Już przed stacją kolejową zauważyłam kilka granatowych rogatywek, które mi okrywają głowy dla odróżnienia od innych narodowości, a dalej usłyszałam polską gawędę kilku kobiet, idących z miasta. Skierowane mnie do p. Olszaka, prezesa tutejszego stowarzyszenia górniczego S. Barbary i wkrótce omówiliśmy sprawę odczytów.

P. Olszak, dzielny pracownik na niwie społecznej, odpowiedział mi, iż w dniu 10 lipca odbyło się poświęcenie sztandaru górników polskich. Sztandar haftowany bogato z orłem białym

z jednej, a S. Barbarą z drugiej strony, wykonano w Lyonie, za sumę 1300 franków. Na uroczystość sprowadzono ks. Helenowskiego, Wilnianina, obecnie przebywającego we Francji północnej, który dokonał poświęcenia sztandaru. Wieczorem odbyła się w sali Sokoła zabawa, która się przeciągnęła do g. 2 w nocy.

Stowarzyszenie Sokola, założone zaledwie parę miesięcy temu, rozwija się doskonale, i liczy kilkudziesięciu członków. Prezesem jest p. Józef Wujec. W każdą niedzielę i święto młodzież odbywa ćwiczenia gimnastyczne pod kierunkiem naczelnika, łącząc się wspólnie po ciężkiej pracy górniczej.

Mieszkania robotnicze wprowadziły mnie w zachwyt. Każda rodzina ma cztery pokoje z drwalinami, kurnikiem i chlewkami, oraz ogródkiem warzywnym. Czystość i porządek wzorowy.

Przed wygłoszeniem odczytu byłam na zebraniu, zwołanem w celu założenia pierwszej szkoły polskiej. Przemawiali pp: Olszak i Kukla, wykazując potrzebę nauki języka ojczystego i historii. Na szkołę zgodzono się jednogłośnie i na nauczyciela początkowego powołano p. Kurtę, powierzając mu dzieci, gorąco pragnące poznać wszystko, co polskie.

Serdeczna łączność i praca robotników polskich na obczyźnie może służyć za wzór naszemu organizacjom w kraju. Mówi się tu mało, ale więcej czyni. Miłość ojczyzny, nie przyćmiona żadnym wysiłkiem obcych, wrogich sił, jest drogowskazem do pracy dla Polski, choć między obcymi. Idzie się naprzód jasno wytkniętą drogą, z myślą powrotu na własne skiby do tej Nieznanej, a Ukochanej. Cześć tym, którzy w ucisku umieli utrzymać ducha polskiego i przelać go w młode pokolenia, gdzie wiara w słoneczną przyszłość naszej ziemi gorzej jasnym zniczem, w ciężkiej podziemnej pracy.

MARJA PORASKA (Alita)

Merlebach-Freyming 27. VII. 1921

Lloyd George : Ja chcę pokoju. Wiem z dobrogo źródła, że kwestja Śląska jest najważniejsza dla Niemców. Wolę wysłać dywizję na Górny Śląsk, niż armję na Berlin.

Clemenceau : Kto panu powiedział, że będzie pan miał wybór w tej kwestji?

Lloyd George : Jeżeli chodzi o wolność głosowania, to już nasza kwestja. Jeżeli Niemcy sprzeciwia się zastosowaniu plebiscytu korzystnego dla Polski, armja angielska z entuzjazmem pójdzie na Berlin. Tego właśnie chcę. Jeżeli wysuną się jakieś nowe trudności, muszę mieć naród angielski za sobą.

Wilson : Zamiaty pana są doskonałe, jeżeli jednak posłamy wojska, oskarżą nas o gwałt.

Clemenceau : Słuchałem z uwagą obu panów. Zarzuty moje są następujące : Chcecie uniknąć trudności, a stworzycie nowe o wiele gorsze. Plebiscyt? Doskonałe! ale nie w Niemczech, gdzie wolność nigdy nie istniała. Uchwalić plebiscyt, a potem nie mieszać się do niczego, byłoby to bardzo wygodne, byłaby to jednak zbrodnia przeciwko Polakom. Pozostaje zatem zajęcie przez nas strefy plebiscytowej, lecz wówczas Niemcy powiedzą, że dokonany został gwałt. I wiecie, co się stanie? za sześć miesięcy, może za rok w pełnej fazie pokojowej znajdziemy się wobec wszystkich kłopotów wojennych, a sytuacja wówczas będzie prawdopodobnie o wiele trudniejsza, aniżeli obecnie.

Powiada pan, panie Lloyd George, że nie pragnie pan iść do Berlina; ja również nie. Jeżeli pozwolimy na śmierć milionów naszych żołnierzy, to dla ocalenia naszej egzystencji chce pan poznać wolę ludności górnośląskiej; powiadam panu, że pod administracją niemiecką Górny Śląsk nie będzie się mógł wypowiedzieć swobodnie, zaś pod zarządem okupacji międzysojuszniczej Niemcy twierdzić będą, że plebiscyt został sfalszowany. Chce pan uspokoić namiętności rasowe, tymczasem jeszcze bardziej się je podnieśli. Istnieją wypadki, w których najprościej i najmądrzej jest powiedzieć całkiem poprostu : nie. Mamy przeświadczenie, iż podpisaliśmy układ sprawiedliwy, a więc trzymamy się go. Plebiscyt i okupacja to zapewnione na przyszłość klótnie, a może i walki, jednym słowem zupełne przeciwieństwo tego, czego pan pragnie,

Lloyd George : Jeżeli jednak obawia się pan oporu niemieckiego, będzie on jeszcze silniejszy, o ile plebiscyt nie dojdzie do skutku, a trzeba uznać, że z punktu widzenia prawa, Niemcy znajdą się wobec nas w lepszej sytuacji.

Wilson : Powiedzieliśmy w podstawach pokojowych, że Polska odzyska wszystkie prowincje niezaprzeczenie polskie.

Lloyd George : Lecz właśnie Niemcy twierdzą, że tak nie jest odnośnie do Górnego Śląska.

Clemenceau : Jaktóż! wszakże same statystyki niemieckie wykazują, że Górny Śląsk jest w znacznej większości polski.

Wilson : Należy z tem skończyć; możnaby się zgodzić na plebiscyt pod kontrolą komisji międzysojuszniczej; o ile komisja zda nam sprawę, że Niemcy w czasie głosowania użyli gwałtu, ogłosimy plebiscyt za nieważny.

Lloyd George : Chcę uniknąć wszelkiego konfliktu. Niemcy na Górnym Śląsku uważają Polskę za naród niższy, którym pogardzają. Poddać Niemców pod zwierzchnictwo polskie, byłoby to wywołać zamieszki.

Clemenceau : Niech pan nie ma żadnych wątpliwości : zamieszki wybuchną w każdym razie prędzej czy później, z plebiscytem czy bez plebiscytu.

Lloyd George : Mam pod tym względem zdanie wręcz przeciwnie.

Clemenceau : Przyszłość pokaże, kto ma rację, proszę jednak zapamiętać to, co dziś powiedziałem.

Wilson : Uważam, iż należy zadecydować, abyśmy przyłączyli się do plebiscytu co najwcześniej po roku, co najwyżej po dwu latach. P. Lord na podstawie zeznań Amerykanina, który był tam na miejscu, stwierdza, że wszystkie klasy ludności pragną plebiscytu, a mimo to p. Lord jest przeciwny plebiscytowi.

Clemenceau : Nie mam nic więcej do dorzucenia : utrzymuję nadal, że plebiscyt jest omyłką. Ponieważ opinja moja jest osobobniona, muszę się poddać; przewiduję jednak, że stworzymy poważne trudności na Górnym Śląsku, i że rozwiązanie szybkie tej kwestji byłoby o wiele lepsze.

Ta rozmowa autentyczna « wielkich trzech » rzuca ciekawe światło na sposoby i motywy, które rozstrzygały o losach Górnego Śląska i

wogóle świata podczas konferencji pokojowej. Okazuje się z niej, że i tu przeparł swoją wolę przede wszystkim Lloyd George. A argumentacja jego, że « Niemcy uważają Polaków za naród niższy » i dla tego « poddać Niemców pod zwierzchnictwo polskie » nie można, jest przedziwna. Czyżby Lloyd George nie wiedział, że Niemcy i Anglików uważali za naród niższy, jak wogóle wszystkie inne narody, i że dla tego właśnie trzeba było ich pobić i upokorzyć, aby wszystkim nie wsiadli na karku?

CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

Organizacja sądownictwa w Poznaniu.

« Przegląd Poranny » donosi, że praca około organizacji i spolszczenia sądu jest na ukończeniu. Dotąd zdolano obsadzić prawie dziewięć dziesiątych ustanowionej liczby sił sądowniczych. Zarówno sędziowie, jak i urzędnicy są prawie wyłącznie Polacy. Językiem urzędowym jest język polski, a do 1 kwietnia 1923 r. dopuszczony jest jeszcze język niemiecki.

Polska dla zgłodniałej Rosji.

W klubie przedstawicieli prasy zagranicznej, w Berlinie odczytała żona Gorkiego, która bawi tutaj od 3 miesięcy, apel wystosowany do prasy międzynarodowej o wszczęcie międzynarodowej akcji pomocniczej dla głodującej Rosji. Po odczytaniu tego apelu rozwinęła się żywsza dyskusja, w której przedstawiciele prasy zagranicznej wyrazili wątpliwości, co do praktycznych skutków takiej akcji w prasie międzynarodowej.

Z oświadczeń p. Gorkij godny uwagi jeszcze jest ustęp, że międzynarodowy Komitet Czerwonego Krzyża, który kieruje akcją pomocniczą dla Rosji, otrzymał od Rządu Polskiego przyrzeczenie, że Polska odda do dyspozycji swoje wagony szeroko-torowe dla ewentualnego transportu do Rosji artykułów żywności i leków.

W najbliższym czasie należy oczekiwać, że Maksym Gorkij wejdzie również w kontakt z przedstawicielami prasy zagranicznej.

Polskie towary poszukiwane w Anglii.

Z nielicznych artykułów, jakie eksportujemy zagranicę mogą znaleźć zbyt na rynkach angielskich następujące:

(Mączka ziemniaczana, dekstryna, klej kostny w tabliczkach 2 1/2 o s.), nasienie koniczyzny białej i czerwonej, nasienie rzepakowe i lniane, szczecina sortowana, chmiel, terpentyna rafinowana czysta, spirytus drzewny, smoła, drzewo sosnowe i dębowe, kloce, deski, posadzki, klepki i pudełka, zapalki impregnowane, wyroby emalowane, len i konopie, sznurki, grzyby suszone, jajka i inne artykuły spożywcze.

Towar, wysłany do Anglii musi być pierwszorzędnego gatunku, gdyż inaczej nie ma zbytu. Zasadniczo Anglicy kupują dopiero towar, gdy jest w Londynie na składzie i dlatego jest wskazane, aby producenci wysłali małe próbne transporty, bo dopiero po zrealizowaniu ich, można będzie dokładnie poznać ceny i warunki. Małe próbki, wysyłane pocztą, nie dają dobrych wyników.

Naczelnik państwa w Koninie.

Dnia 18 b. m. odbyła się w Koninie uroczystość wręczenia 18 pułkowi sztandaru. Na uroczystość przybył Naczelnik państwa w towarzystwie wojewody łódzkiego, p. Kamińskiego. Naczelnik państwa w otoczeniu delegatów i matek chrzestnych rozpoczął ceremonię wbijania w drzewce gwoździ, po której kaznodzieja z prowizorycznej ambony wyjaśnił żołnierzom znaczenie sztandaru i wygłosił słowa przysięgi, powtarzanej przez cały pułk 18.

Nad ołtarzem wznosił się olbrzymi krzyż dębowy. Do niego zbliżył się ks. kanonik Szabelski i w krótkich słowach opowiedział o śmierci męczenników wielkiego patrioty Ojca ks. Maksymiliana Tarojwy, zamordowanego przez Moskali 9 lipca 1864 roku. Defilada 18 pułku zakończyła uroczystość. Z błońa Naczelnik państwa pojechał do gimnazjum humanistycznego na uroczystość poświęcenia kamienia, wmurowanego ku czci s. p. Władysława Michałaka, ucznia klasy szóstej, żołnierza 205 pułku, poległego pod Oranami z ręki Litwinów.

Napad bandytów na pociąg.

W ostatnich dniach po godz. 3 po północy, między stacjami Kamińskim a Gorzkowicami, gdy pociąg osobowy krakowski n° 14 idący do Warszawy na godz. 8 min. 40 rano, jechał 30 kilometrów na godzinę, do wagonu n° 276 klasy I, do przedziału C wpadło trzech uzbrojonych w rewolwery bandytów, czwarty zaś, pozostał na czatach na stopniu wagonu. Ponieważ w przedziale było ciemno, bandyci posilkowali się latarkami elektrycznymi. Przerażeni pasażerowie, poddali się rozkazom bandytów, którzy wówczas zaczęli rewidować wszystkich pasażerów (6 mężczyzn i kobietę).

Rabunek trwał około 5 minut. Ofiarą napadu padli następujący pasażerowie: Józef Drzewiecki, wicekomisarz kasy chorych w Sosnowcu (zegarek 10.800 mk. i papierosnica srebrna), M. Węgrzynowski, prokur. sądu okr. w Sosnowcu 7.000 mk. lecz na prośbę, że pozostał bez pieniędzy, przywódcą bandy rozkazał zwrócić mu 2.000 mk. z portfelem. T. Wozniak, właściciel fabryki w Sosnowcu 30.000 mk. Józef Bruska, sekretarz konsulatu polskiego w Opolu na Górnym Śląsku 4.720 mk. niemieckich, rewolwer, pierścien z brylantem, maszyna do golenia itp. drobniejszy ogółem na sumę 200.000 mk., B. Drzewiecki, kierownik agentury celnej w Sosnowcu (zegarek złoty).

Dwom pozostałym pasażerom i żonie p. B. Drzewieckiego oraz Henrykowi Ossanny, francuzowi, korespondentowi wojennemu dziennika paryskiego « Excelsior », nie wiadomo co skradziono, gdyż po przybyciu do Warszawy nie zgłosili się do policji. Bandyci wsiadli prawdopodobnie w Sosnowcu, gdyż w drodze zagląдали przez okna do różnych przedziałów.

ROZMAITOŚCI

Zamykanie wyższych uczelni węgierskich w Czechosłowacji.

Z rozporządzenia władz czechosłowackich zamknięto fakultet prawny w Preszburgu i Akademję prawniczą w Koszycach.

Udaremiony zamach terrorystów w Bukareszcie.

Policja bukareszteńska aresztowała szereg terrorystów, którzy podminowali tor kolejowy, aby wysadzić w powietrze pociąg, w którym król miał się udać do Francji.

Opinia « Petit Parisien ».

Omawiając sprawę najbliższego posiedzenia Rady najwyższej. « Petit Parisien » zauważa, że wszelkie względy nie związane ściśle z wynikiem plebiscytu na G. Śląsku powinny być odsunięte na drugi plan, albo zupełnie pominięte. Zgodnie z brzmieniem traktatu wersalskiego chodzi dziś nie o wyrażenie jakiejś teorii ekonomicznej lub strategicznej, lecz pro prostu o uwzględnienie wołi ludności.

« Temps » o linję Korfantego.

Korespondent wojskowy « Tempsa », pułk. Reboul, omawiając różne projekty podziału Górnego Śląska stwierdza, że projekt jen. Munisa, jak i hr. Sforzy, dzielą kraj w sposób arbitralny. Fabryki miałyby w ten sposób węgiel z jednej, a rudę żelazną z drugiej strony granicy. Dałoby to powód do ciągłych reklamacji, które zatamowałyby rozwój przemysłu.

« Projekt Korfantego, — pisze p. Reboul, — przedstawia inną jeszcze korzyść. Według niego granica ma biec wzdłuż granic naturalnych, jak Odra, lub wzdłuż granic powiatowych. Zapobiega to długim dyskusjom. Gdy weźmiemy pod uwagę, że plebiscyt został przez Niemców sfałszowany, że na Górnym Śląsku żywioł polski jest daleko liczniejszy, niż jak to wskazuje głosowanie, to zupełnie sprawiedliwe byłoby postanowienie, nadające powstańcom tę granicę, jakiej żądają. Dowiedli oni, że są tam istotnie elementem dominującym, gdyż w przeciągu 48 godzin oczyścili teren sporny ze wszystkich sił niemieckich, jakie tam się znajdowały. Należy się spodziewać, że ententa zda sobie z tego sprawę i jak najprędzej tę właśnie granicę wykreśli. »

Jednodniowy strajk jeneralny w Rzymie.

Z powodu starcia między komunistami a faszystami w Roccastrada proklamowano w Rzymie 24-godzinny strajk jeneralny na znak protestu. Kolej miejska wstrzymała swój ruch. Poza tem miasto przedstawia zwykły obraz.

Represje bolszewickie przeciw Polakom.

Polska kolonja w Moskwie narażona jest w ostatnich czasach na ciągłe rewizje i aresztowania. Aresztowano znaną parę artystów operetkowych Niewiarowską i Szczawińskiego.

Wiadomości Telegraficzne

(Express Telegraph de l'Est—12, r. du Helder Paris.)

Deklaracje premiera Witosa.

Oto dokładny tekst głównego ustępu ostatniej deklaracji Witosa, złożonej w Sejmie.

« Rząd polski bez wytchnienia czyni wysiłki, aby rozwiązanie problemu górnos Śląskiego nastąpiło bez zwłoki i zgodnie z intencjami Traktatu Wersalskiego i rezultatami plebiscytu. Rząd jest przekonany, że leży to w interesie nietylko ludności górnos Śląskiej i Polski, ale i w interesie pokoju Europy. »

« Mamy wszelkie dane po temu, aby oświadczyć, że data decyzji będzie utrzymana i mamy prawo spodziewać się, że wszelkie projekty załatwienia tymczasowego albo częściowego zostaną porzucone, jako szkodliwe i sprzeczne z Traktatem Wersalskim. »

« Gdyby było inaczej, rząd już teraz widziałby się zmuszonym do oświadczenia, że się nie będzie mógł zgodzić na podobne załatwienie, ani podjąć się przeprowadzenia takowego. »

W końcu oświadczył premier, że rząd polski wzywa gorąco ludność górnos Śląską do oczekiwania w zupełnym spokoju decyzji Rady Najwyższej.

Prawo wyborcze.

Rada ministrów ukończyła obrady nad prawem wyborczym i zmieniła jego projekt pierwotny, wypracowany przez ministra spraw wewnętrznych. Władze sądowe nie będą brały żadnego udziału w akcji wyborczej, która będzie regulowana wyłącznie przez władze administracyjne. Rozgraniczenie okręgów wyborczych nie uległo zmianie, a ilość postów sejmowych została ustanowiona na 360.

Przedstawiciel polski na Ukrainie.

Były poseł w Wiedniu, Szarota, został mianowany postem polskim przy rządzie ukraińskim w Charkowie.

Nominacje w dyplomacji.

Monitor Polski ogłasza nominację p. Kazimierza Olszowskiego, delegata przy Lidze Narodów, na ministra pełnomocnego ad personam.

P. Antoni Olszowski, były minister handlu został mianowany ministrem pełnomocnym i prezydentem komisji rapatryacyjnej w Moskwie.

Wakacje sejmowe.

Dnia 1 sierpnia Sejm rozjechał się na wakacje do 20 września, o ile wypadki nie spowodują wcześniejszego zwołania.

Wielki pożar w Poznaniu.

W dniu 31 lipca wybuchł wielki pożar na dworcu kolejowym w Poznaniu i zniszczył dużo wagonów oraz składy drzewa i benzyny.

Na Górnym Śląsku

Siły niemieckie na G. Śląsku.

Według źródeł wiarogodnych naczelne dowództwo Schutzundu będzie powierzone marszałkowi Mackensenowi i jednemu z Hohenzollernów. Schutzbund na G. Śląsku łącznie z terytorjum plebiscytowem liczy 46.000.

Towarzystwo morderców.

Powstaniec podaje szczegóły o niemieckiej organizacji morderców « Mordkommando », które działa na Górnym Śląsku, a którego celem jest mordowanie Polaków. Orgesch naznaczył nagrody za zabójstwa Polaków i Francuzów. Za zabójstwo oficera płacą Niemcy 5.000 marek niemieckich.

Pożar w Opolu.

Hotel, w którym się mieścił klub francuski, został zniszczony przez pożar.

Deklaracja przemysłowców górnos Śląskich.

Przemysłowcy górnos Śląscy ogłosili deklarację przeciwko zamierzonej neutralizacji okręgu przemysłowego, co byłoby nieustannym źródłem zatargów narodowościowych i społecznych. Przykład okupacji międzysojusznicznej dowodzi zdaniem tej deklaracji, że ustroj prowizoryczny odbiłby się fatalnie na przemyśle.

Misja prałata Ogno.

Z pewnego źródła donoszą, iż prałat Ogno otrzymał od papieża rozkaz wygotowania raportu o stosunkach katolików Polaków i Niemców na G. Śląsku. Prałat Ogno ma ogłosić nowy okólnik p. t. « Pro pace catholicorum in Silesia ».

DZIAŁ URZEDOWY

Ostrzeżenie dla poszukujących pracy w Hawrze.

Stosownie do informacji, otrzymanych z Konsulatu Polskiego w Hawrze, zgłaszają się do niego w ostatnich czasach liczni robotnicy polscy w poszukiwaniu pracy. Ponieważ zarówno w miejscowym porcie, jak i w okolicy niema zupełnie miejsc, a brak pracy nie jest mniejszy, jak w innych okolicach Francji, przeto ostrzegam przed niepotrzebnymi wydatkami, złączonymi z przejazdem do Hawru, które w obecnej sytuacji na miejscowym rynku pracy nie mogłyby dać pomyślnego wyniku.

M. Bochenek, Attaché do Spraw Wychodźczych.
Paryż 3 sierpnia 1921.

RYNEK PIENIĘŻNY

Paryż dnia 8 sierpnia 1921.

Funty angielskie.....	46 fr. 48 1/2
Dolary ameryk.....	12 fr. 75
Franki belg.....	96 1/2
Franki szwajc.....	2 fr. 14 1/2
Marki niem.....	15 3/4
Korony czeskie.....	16 3/8
Leje rumuńskie.....	16 1/2
Korony austr.....	1 3/8
Liry włoskie.....	55 1/2
Marki polskie.	
Banknoty.....	0 69 — 071
Czeki na Warszawę.	0 65 — 67 1/2
Tysiąc marek polskich..	6 fr. 75

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych uskuteczala po najlepszym kursie jedynie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

FILJA W PARYŻU

Adres telegraficzny: Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9^e)

Telefon: Trudaine 56-49, 66-78

postadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 100 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA: WARSZAWA, UL. TRAUUGUTTA 3

Oddziały i Agentury: Białystok, Brześć Litewski, Drohobycz, Grajewo, Lwów, Łódź, Lublin, Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Siedlce, Stanisławów oraz 4 oddziały miejskie w Warszawie. Filja w Antwerpii (Belgia).

Kasy wydział: Poznań, Kraków, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice, Puławy, Żamość, Chełm, Bełżan, Częstochowa, Kalisz, Kielec, Kungur, Łęka, Lublin, Alawa, Ostrowiec, Piotrków, Radom, Radomsk, Sosnowiec, Włocławek, Zawiercie, Zgierz, Sandomierz.

JEDYNY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że tylko Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie potrafił dotąd przesyłać pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 6-10 dniach. BANK opłaca najkorzystniejszą oszczędność we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich. Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować: Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9^e).

KATALOG POLONII

II. POEZJE, KSIĄŻKI SZKOLNE, DZIEŁA NAUKOWE, ŚPIEWNIKI PODRÓŻE, I T. D.

Album Legjonów.	5 »	Dr. E. Barwiński.		Golińska Daszyńska Z.	
Antologia bajki polskiej.	8 »	Zygmunt Kaczkowski (z tajnych aktów b. austr. min. policji).	5 »	Polska nauka ekonomiki.	4 »
Andrzejewski Czesław.		H. Bukowiecka i Poniatowska.		G. Geffroy.	
Zywiot niemiecki w zachodniej Polsce.	2 50	Opis ziem dawnej Polski	2 50	Komunista (Żywot i Dzieła Blanqui'ego).	8 »
O. Balzer.		Biehler W dr. med.		M. Gorki.	
Konstytucja 3 maja.	1 20	Pomoc doraźna w wypadkach nagłych.		O Rewolucji bolszewickiej	0 60
J. Bandrowski.		Pielęgniarstwo oraz krótki rys anatomi i fizjologii. 115 rysunków w tekście.	5 »	W Więzieniu	2 50
Piłsudczycy.	5 50	W. Bzowski.		J. Grabiec.	
Mogily. Wspomnienia pośmiertne o bohaterach legjonowych, z ilustr.	6 »	Co to jest Kooperacja?	4 »	Jak odzyskaliśmy wolną ojczyznę i jak ją obroniłiśmy przed wrogiem?	3 »
Bauer.		Bogucka, Niewiadomska, Warnkówna.		Dzieje porozbiorowe Narodu Polskiego.	40 »
Droga do socjalizmu	1 »	Pierwsze Ćwiczenia do nauki poprawnego pisania.	4 50	I. Górski.	
Baranowski.		Stopień. I.	2 »	Ballada polska przed Mickiewiczem.	4 »
Pedagogika.	2 50	" II.	3 50	O. Hansson.	
Biblioteczka Rzemieślnicza.		" III.	3 »	Jasnowidze i wróżbici.	3 50
„ Słusarz.	1 »	" IV	5 »	Z. Hardingham.	
„ Ciesla	4 »	Podręcznik do ćwiczeń ortograficznych.	5 »	Wieczorne blaski.	7 »
„ Pokostnik.	4 »	A. Chmurny.		Hulewicz B.	
„ Kowal.	4 »	Ciemie Śląskie (poezje).	4 50	Powstanie wielkopolskie (listopad i grudzień 1918 r).	3 »
„ Piekarz.	4 »	T. Choiński.		Historja Towarzystw Tajnych.	6 »
„ Szklarz.	4 »	Historja żydów w Polsce.	6 »	St. Jachowicz.	
„ Fryzjer.	4 »	W. Ćwikowski.		Bajki i wiersze.	4 »
„ Stolarz.	4 »	Pierwszy ogień (z bojów Karpackich).	6 »	Jeziński E.	
Breyer.		Chmielewski K.		Tadeusz Kosciuszko. Opis żywota i czynów Naczelnika. Z ilustracjami.	5 »
Lekarz domowy.	9 »	Nauka o Polsce współczesnej. Z licznymi ilustr.	3 50	Jan Henryk Dąbrowski, twórca legjonów z 8 ilustr.	4 20
Bojarska.		Czem zastąpić napoje alkoholiczne?		Książki do nabożeństwa. Wielki wybór cen różny.	
Nasz dorobek kulturalny.	2 »	Spis napojów zdrowotnych oraz najprostsze sporządzenie niektórych. Z rycinami.	0 50	Kalendarze-ceny różne.	
Budzyński.		T. Dybczyński.		Książki dla wszystkich (wyd. Arcta).	
Sny i Rzeczywistość	2 »	Z Teki Turysty	3 50	Utwory literatury pięknej i naukowej polskiej i obcej-ceny różny.	0 75 — 3 50
Bölsche.		Dąbrowska.		Katechizm	0 75
Miłość w przyrodzie.	12 »	Dzieje naszej Ojczyzny.	9 »	Korzeniowski J.	
Bukowiecka.		Dokumenty prawodawcze bolszewickie Nr. I. Militaryzacja pracy.	0 50	Karpaccy Gorale (dramat).	2 50
Opis ziem Polski.	2 50	Etapami na Syberję.	6 »	Ks. S. Kozłowski.	
Bogdanik.		Prof. Ernst.		Historja Święta.	4 50
Jak zdobyć piękność i zdrowie?	4 »	O Końcu Świata i Kometach.	3 »	Krasicki Ign.	
Boczkowski. Cz. Inż.-techn.		Astronomja popularna.	2 »	Bajki i przypowieści.	4 »
Napoje odpowiednio sporządzone to przeciwdziałacze alkoholizmu.	0 50	Fabierkiewicz W.		Konstytucja Rzecznej Polskiej z d. 17 marca 1921.	3 »
Bujak Fr. Prof.		Walka o Górny Śląsk.	4 25	F. Kuraś.	
Historja osadnictwa ziem polskich w krótkim zarysie.	1 »	K. Flammarion.		Z oczyszczonych łańców (poezje z przedm. Kasprowiecza).	4 »
Brueckner Aleks.		Niebo.	3 50	St. Kozicki.	
Walka o język.	4 »	Figlarz warszawski zbiór żartów i anegdot.	2 50	Sprawa granic Polski na konferencji pokojowej.	8 »
Wł. Bełza.					dok. n.
Kobieta w poezji polskiej. Głosy poetów o Kobiecie.	20 »				
Kazimierz Bukowski.					
Sylwetki, studia z literatury i sztuki.	5 »				